

Date du document : 20/06/2025

AVIS

CD-25f20-CWaPE-0959

PROPOSITION DE DÉSIGNATION DE FLUXYS C-GRID EN TANT QUE GESTIONNAIRE DE RÉSEAU DE CO₂ POUR LA RÉGION WALLONNE

*Rendu en application de l'article 4, paragraphe 1^{er}, du décret du 28 mars 2024
relatif au transport de dioxyde de carbone par canalisations*

Table des matières

1	OBJET	3
2	CONTEXTE DÉCRÉTAL ET PROCÉDURE DE DÉSIGNATION	4
3	RÉTROACTES.....	6
4	CADRE LÉGAL APPLICABLE	7
5	ANALYSE DE LA CANDIDATURE	8
5.1	<i>Contexte de la candidature</i>	9
5.2	<i>Candidature de Fluxys c-grid</i>	10
5.3	<i>L'expérience du candidat dans la gestion d'un réseau de transport ou de distribution de produits dans un état gazeux, liquide ou autre</i>	10
5.4	<i>La capacité technique, financière et organisationnelle du candidat</i>	13
5.4.1	Capacité technique et organisationnelle	16
5.4.2	Capacité financière	29
5.5	<i>La capacité du candidat à assurer l'équilibrage du réseau qu'il exploite</i>	39
5.6	<i>L'expérience du candidat dans la gestion d'un réseau accessible aux tiers</i>	40
5.7	<i>La qualité du plan de développement déposé par le candidat, et notamment la fiabilité, la couverture géographique, la rapidité et le coût avec lesquels le candidat est en mesure de déployer le réseau de CO₂, en tenant compte du calendrier dans lequel les autorisations requises sont obtenues par le candidat et, le cas échéant, de la réutilisation de réseaux ou de canalisations existants</i>	40
5.8	<i>La capacité du candidat à répondre aux exigences d'indépendance et de composition de son actionnariat visées à l'article 5 du Décret transport CO₂ (lire « article 6 »)</i>	42
5.8.1	Droit de propriété ou d'usage	43
5.8.2	Indépendance	43
5.8.3	Actionnariat majoritairement public.....	45
6	AVIS.....	47
	ANNEXES CONFIDENTIELLES.....	49

1 OBJET

Par courrier daté du 25 février 2025 adressé à la CWaPE et l'Agence wallonne de l'Air et du Climat (ci-après : « AWAC »), la société Fluxys c-grid a introduit sa candidature pour exercer le rôle de gestionnaire de réseau de CO₂ en Région wallonne, et ce conformément à l'appel à candidatures du 21 novembre 2024 pour la désignation d'un gestionnaire de réseau de dioxyde de carbone par canalisations en Wallonie, publié au *Moniteur belge* le 29 novembre 2024.

Aucune autre candidature n'a été introduite.

Conformément à l'article 4, § 1^{er}, du décret du 28 mars 2024 relatif au transport de dioxyde de carbone par canalisations (ci-après : « *Décret transport CO₂* »), il revient à la CWaPE, en tant que régulateur du marché du transport de CO₂ par canalisations, de transmettre au Gouvernement wallon (ci-après également « le Gouvernement »), autorité compétente pour la désignation du gestionnaire de réseau de CO₂ en Région wallonne, son avis motivé sur l'ensemble des candidatures reçues, dans un délai de 60 jours à dater de leur réception par l'AWAC.

Le présent avis a donc pour objet l'examen de la conformité aux critères de désignation du Décret transport CO₂, tels que précisés par le Gouvernement dans l'appel à candidatures, de la candidature de Fluxys c-grid à la désignation en tant que gestionnaire de réseau de CO₂ pour la Région wallonne.

2 CONTEXTE DÉCRÉTAL ET PROCÉDURE DE DÉSIGNATION

Le Décret transport CO₂ a été publié au *Moniteur belge* du 12 juillet 2024 et est entré en vigueur le 22 juillet 2024. Ce décret s'inscrit dans le cadre de la politique de décarbonation des processus industriels et des activités économiques en Région wallonne et au sein de l'Union européenne visant tant la réutilisation (CCU) que le stockage (CCS). Il fixe le cadre pour le transport de CO₂ par canalisations en Région wallonne, tant qu'en ce qui concerne la gestion du réseau que l'accès à celui-ci et aux terminaux de liquéfaction. Plusieurs dispositions nécessitent toutefois l'adoption d'arrêtés d'exécution par le Gouvernement.

L'article 3 du Décret transport CO₂ désigne la CWaPE comme régulateur du marché du transport de CO₂ par canalisations, via le réseau de CO₂ ou via une ramification locale de CO₂. A ce titre, elle doit veiller à promouvoir la transparence et l'efficacité du marché du transport de CO₂ en Région wallonne.

L'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Décret transport CO₂ dispose que :

« Le Gouvernement désigne, après avis de la CWaPE, un gestionnaire de réseau de CO₂ pour une période de 20 ans, renouvelable [...] ».

L'article 33 du même décret précise que :

« Pour la première désignation du gestionnaire de réseau de CO₂, le Gouvernement publie un appel à candidatures au Moniteur belge au plus tard nonante jours à compter de la date de publication du présent décret au Moniteur belge.

Le délai de remise des candidatures est de nonante jours à compter de la publication de l'appel à candidatures.

Dans les cent-quatre-vingts jours suivant le délai de remise des candidatures, le Gouvernement désigne le gestionnaire de réseau de CO₂ ».

Conformément à l'appel à candidatures publié le 29 novembre 2024, dès réception du dossier du candidat gestionnaire de réseau de CO₂, l'AWAC est tenue d'évaluer le caractère complet et peut, le cas échéant, solliciter des éléments complémentaires. Une fois qu'elle considère que le dossier est complet, elle en notifie alors le candidat gestionnaire de réseau et informe la CWaPE (par courrier et copie avancée par courriel aux membres du Comité de direction).

Dès réception de l'information de l'AWAC du caractère complet de la candidature, la CWaPE vérifie si le candidat gestionnaire du réseau de transport satisfait aux conditions de désignation.

Toujours selon l'appel à candidatures publié le 29 novembre 2024, si la CWaPE constate à l'examen du dossier que des éléments complémentaires sont nécessaires à l'appréciation du dossier de candidature au regard des critères du Décret transport CO₂ et de l'appel à candidatures, cette dernière peut à tout moment demander au candidat gestionnaire de fournir dans un délai qu'elle fixe, toutes les informations supplémentaires jugées nécessaires dans le cadre de son analyse. La CWaPE informe alors l'AWAC et le Gouvernement de toutes demandes d'informations complémentaires qu'elle formulerait.

Conformément à l'article 4 du Décret transport CO₂, la CWaPE rend au Gouvernement son avis sur chaque demande de désignation dans les 60 jours calendriers suivant la fin de la période des candidatures. Conformément à l'appel à candidatures, ce délai peut toutefois être suspendu en cas de demandes d'informations complémentaires.

Le Gouvernement adopte ensuite, notamment sur cette base, un arrêté de désignation arrêtant le nom et l'adresse du gestionnaire du réseau de transport ainsi que la date de début de la période pendant laquelle le gestionnaire du réseau de transport est désigné. Ce dernier est publié au *Moniteur belge*.

VERSION PUBLIQUE

3 RÉTROACTES

En date du 29 novembre 2024, un appel à candidatures pour la désignation d'un gestionnaire de réseau de dioxyde de carbone par canalisations en Wallonie a été publié au *Moniteur belge*.

En date du 25 février 2025, l'AWAC et la CWaPE ont réceptionné le dossier de candidature de Fluxys c-grid en qualité de gestionnaire du réseau de transport de CO₂. Le document principal « Candidature de Fluxys c grid pour la désignation d'un gestionnaire de réseau de dioxyde de carbone par canalisations en Wallonie » du 25 février 2025 est joint en annexe 1.

En date du 3 mars 2025, l'AWAC a déclaré le dossier de candidature de Fluxys c-grid administrativement complet, conformément aux termes de l'appel à candidatures précité.

En date du 3 mars 2025, la CWaPE a réceptionné l'information du caractère administrativement complet du dossier.

En date du 4 avril 2025, la CWaPE a sollicité des informations complémentaires eu égard au dossier de candidature de Fluxys c-grid réceptionné le 25 février 2025. Cette demande a eu pour effet de suspendre le délai d'examen de la CWaPE, jusqu'à la réception des informations sollicitées.

En date du 12 mai 2025, Fluxys c-grid a transmis ses réponses aux demandes d'informations complémentaires formulées par la CWaPE. Le document principal contenant les réponses de Fluxys c-grid intitulé « 2025.05.12-Réponse Fluxys c-grid_questions CWaPE_FIN » est joint en annexe 2. Ces informations ont ensuite été transmises le 16 mai 2025 par la CWaPE à la Ministre ayant l'énergie dans ses attributions et à l'AWAC.

En date du 23 mai 2025, la CWaPE a sollicité des informations complémentaires eu égard au dossier de candidature de Fluxys c-grid réceptionné le 25 février 2025 et aux réponses transmises par Fluxys c-grid le 12 mai 2025 à la CWaPE. Cette demande a également eu pour effet de suspendre le délai d'examen de la CWaPE, jusqu'à la réception des informations sollicitées.

En date du 4 juin 2025, la CWaPE a réceptionné de Fluxys c-grid les informations complémentaires sollicitées le 23 mai 2025. Le document contenant les réponses de Fluxys c-grid « 20250604 - réponse Fluxys c-grid - demande CWaPE 20250523 » est joint en annexe 2.

4 CADRE LÉGAL APPLICABLE

Les critères prescrits par le Décret transport CO₂ pour la désignation du gestionnaire de réseau de CO₂ sont les suivants :

1. L'expérience du candidat dans la gestion d'un réseau de transport ou de distribution de produits dans un état gazeux, liquide ou autre (article 4, § 2, 1°, du Décret transport CO₂) ;
2. La capacité technique, financière et organisationnelle du candidat (article 4, § 2, 2°, du Décret transport CO₂) ;
3. La capacité du candidat à assurer l'équilibrage du réseau qu'il exploite (article 4, § 2, 3°, du Décret transport CO₂) ;
4. L'expérience du candidat dans la gestion d'un réseau accessible aux tiers (article 4, § 2, 4°, du Décret transport CO₂) ;
5. La qualité du plan de développement déposé par le candidat, et notamment la fiabilité, la couverture géographique, la rapidité et le coût avec lesquels le candidat est en mesure de déployer le réseau de CO₂, en tenant compte du calendrier dans lequel les autorisations requises sont obtenues par le candidat et, le cas échéant, de la réutilisation de réseaux ou de canalisations existants (article 4, § 2, 5°, du Décret transport CO₂) ;
6. La capacité du candidat à répondre aux exigences d'indépendance et de composition de son actionnariat visées à l'article 5 (lire « article 6 ») (article 4, § 2, 6°, du Décret transport CO₂).

Il est par ailleurs prévu que « *le Gouvernement peut ajouter des critères additionnels pour la désignation d'un gestionnaire de réseau de CO₂* » (article 4, § 2, alinéa 2, du Décret transport CO₂) et qu'il doit, dans l'appel à candidatures, préciser les éléments nécessaires pour permettre à la CWaPE d'évaluer les candidatures et au Gouvernement de procéder à la désignation (article 4, § 1^{er}, alinéa 3, du Décret transport CO₂).

Sur cette base, l'appel à candidatures du 29 novembre 2024 décrit, pour chaque critère, les documents (et leur contenu) nécessaires à leur évaluation, devant composer le dossier de candidature.

5 ANALYSE DE LA CANDIDATURE

À la suite de l'analyse de ce dossier, la CWaPE est d'avis que la candidature de Fluxys c-grid, seul candidat gestionnaire, rencontre de manière globalement satisfaisante les conditions prescrites par ou en vertu du Décret transport CO₂ pour la désignation du gestionnaire de réseau de CO₂ énumérées dans la section 4 du présent avis.

Comme il sera développé dans l'analyse des critères, la CWaPE souhaite d'emblée attirer l'attention du Gouvernement sur les éléments suivants, qu'elle estime importants de mettre en évidence dans le cadre la désignation.

En ce qui concerne les exigences d'indépendance visées à l'article 6 du Décret transport CO₂, la CWaPE attire l'attention du Gouvernement sur le fait que Fluxys c-grid n'a pas fait la démonstration qu'aucune société liée ou associée à une société exerçant une activité d'émission dans un secteur compétitif ou une activité de réutilisation du CO₂ ne détient directement ou indirectement des parts représentatives du capital social du candidat. A cet égard, il est renvoyé *infra*. A supposer que Fluxys c-grid soit désigné, cet élément devra faire l'objet d'un examen *in extenso* et, le cas échéant, d'une mise en conformité à défaut d'une modification du décret.

Pour les informations demandées dans l'appel à candidatures, la CWaPE attire l'attention du Gouvernement sur le fait que certaines informations et précisions n'ont pas été apportées par le candidat gestionnaire dans son dossier de candidature ou que les informations communiquées sont très peu détaillées. La CWaPE regrette ces lacunes dans le dossier de Fluxys c-grid (notamment sur les différents scénarios envisagés, les projections chiffrées à 25 ans (bilan et compte de résultat), les alternatives envisagées en cas de non réalisation des hypothèses retenues dans le dossier de candidature, le modèle de marché, les approches en terme tarifaire, le partage des responsabilités gestionnaire/utilisateurs de réseau, etc.) mais relève que celles-ci ne sont toutefois pas de nature à remettre en cause, à ce stade, l'appréciation des conditions de désignation, eu égard à l'absence d'autre candidat. Ces lacunes devront être comblées ultérieurement, notamment dans le cadre de l'élaboration de la méthodologie tarifaire ou de discussions avec Fluxys c-grid sur le modèle de marché.

La CWaPE attire également l'attention du Gouvernement sur le fait que la plupart des critères de désignation sont remplis par le candidat gestionnaire car son actionnaire majoritaire (et les accords d'actionnaires) le rend apte à les remplir ; en propre, Fluxys c-grid ne remplirait sans doute pas ces conditions. Potentiellement, un changement de structure actionnariale serait donc de nature à remettre en question le respect des conditions prescrites par ou en vertu du décret transport CO₂ pour la désignation du gestionnaire de réseau de CO₂ énumérées dans la section 4 du présent avis. Ce constat appelle donc à vérifier par des contrôles réguliers ce respect des conditions dans le temps.

Concernant ce lien entre le candidat et ses actionnaires, la CWaPE attire en outre l'attention du Gouvernement sur le faible niveau de capitalisation de Fluxys c-grid et sur le fait que ce sera l'actionnariat qui injectera (ou prêtera) les capitaux nécessaires pour réaliser les investissements comme Fluxys c-grid le mentionne dans son dossier de candidature *“sur la base d'une décision d'investissement finale basée sur une analyse coûts-bénéfices positive et d'un rapport risque-rendement acceptable, ceci en tenant compte des engagements des acteurs du marché ainsi que des mesures suffisantes de mitigation des risques (par exemple des subsides)”*. Ces conditions ne sont pas fixées (ne permettant *de facto* pas de se prononcer sur le financement des investissements à ce stade) et devront être connues à un stade futur du développement de l'activité. Par cet élément, ainsi que l'élément précité dans le paragraphe précédent, Fluxys c-grid est donc entièrement dépendant de sociétés liées.

La CWaPE attire enfin l'attention du Gouvernement wallon sur l'existence d'une incertitude quant à l'adéquation entre le plan d'investissement et les besoins exprimés par certains industriels wallons de secteurs dits « *hard to abate* » en ce qui concerne le CO₂ résultant notamment du fait que le CO₂ émane de la matière première. Ce constat fait suite à des contacts informels avec ces industriels. Etant donné la position de monopole du futur gestionnaire (et, de ce fait, l'impossibilité pour un industriel de se raccorder à un réseau alternatif) et vu la nature dite « *hard to abate* » des processus de ces industriels, cet élément est un point d'attention capital dans l'analyse de cette candidature. Il est à noter que Fluxys c-grid, dans son dossier de candidature, a indiqué que : « *Le plan de développement actuel a été préparé sur la base de la demande du marché.* »

Si la demande du marché, concrétisée par des engagements de ces émetteurs, devait évoluer, le plan de développement du réseau serait revu ».

La CWaPE invite dès lors Fluxys c-grid et les industriels concernés à lever dès que possible ces éléments d'incertitude et à informer les instances wallonnes du résultat de ces échanges et/ou accords éventuels, ainsi qu'à préciser les délais en termes de besoins.

À supposer qu'un scénario comparable à celui connu pour l'hydrogène intervienne – à savoir l'abandon d'une partie du réseau projeté –, cela sera de nature à avoir un impact sérieux et significatif pour la soutenabilité de l'industrie wallonne à moyen terme vu l'enjeu de la décarbonation et le caractère concurrentiel des secteurs concernés.

5.1 Contexte de la candidature

Avant de présenter son analyse de la candidature du candidat gestionnaire, la CWaPE souhaite mettre en avant le contexte multidimensionnel qui entoure l'avis rendu par la CWaPE sur la désignation d'un candidat gestionnaire de transport de CO₂.

Dans le rapport commandité par la CWaPE, le consultant NERA souligne que le déploiement des réseaux de transport du CO₂ est un projet très complexe comportant de multiples dimensions interdépendantes, qui met notamment au défi la fourniture de telles infrastructures. Ainsi, le consultant NERA présente les dimensions qui rendent cette concrétisation complexe :

- « Une tarification insuffisante de l'externalité produite par le CO₂. Le prix actuel du système d'échange de quotas d'émission de l'UE (SEQUE) tourne autour de 70 €/t, ce qui ne suffit pas, à lui seul, à soutenir le développement du CSC et du transport de CO₂. Certaines études (parues *Comparative study of the regulatory and tariff framework and the support measures implemented for CO₂ transport in the regions and countries bordering the Walloon region* notamment dans la revue *Nature*) estiment en effet le coût social du CO₂ à 185 \$/t (environ 175 €/t), un niveau auquel le CSC associé au transport de CO₂ est bien plus susceptible d'être rentable. Parallèlement, la plupart des parties prenantes conviennent que des mesures initiales doivent être prises dès aujourd'hui pour réduire les coûts et développer l'infrastructure nécessaire, en prévision d'une hausse des prix du SEQUE qui rendrait le CSC compétitif au début des années 2030.
- Des risques inter-chaînes dans la chaîne de valeur. Le déploiement de réseaux de transport de CO₂ et d'infrastructures associées nécessite le développement simultané de projets de capture, de transport et de stockage. Le retard de l'un de ces maillons entraîne la sous-utilisation de l'ensemble de la chaîne. En outre, la chaîne de valeur étant centrée sur un nombre limité d'émetteurs, la faillite d'un seul utilisateur pourrait avoir un impact négatif notable sur la viabilité du système dans son ensemble.

- *Des désavantages pour les premiers investisseurs. Dans toute nouvelle classe d'infrastructures, il est probable que les coûts diminuent au fil du temps. Cette perspective peut dissuader certains acteurs d'être les premiers à s'engager et à supporter les coûts initiaux, plus élevés.*

Ces particularités peuvent rendre nécessaire la subvention du développement des infrastructures de transport de CO₂ ou la mise en place de mécanismes d'atténuation des risques. En outre, dès lors qu'elles sont déployées, ces infrastructures ont tendance à présenter un caractère monopolistique ; par conséquent, les tarifs payés par les utilisateurs (ayant investi dans des équipements de CSC) pourraient nécessiter une régulation s'ils ne sont pas fixés dans le cadre de contrats commerciaux de longue durée. »

Même si ceci n'est pas directement lié aux critères de désignation du futur gestionnaire, la CWaPE attire l'attention du Gouvernement wallon sur le fait que la mise en place de mécanisme de soutien permettrait de renforcer la viabilité économique de cette activité en Région wallonne. A cet égard, d'autres pays (Pays-Bas, France, ...) ont mis/prévoient de mettre en place des mécanismes de soutien de type *"contract for difference"*. Le rapport du consultant NERA commandité par la CWaPE fin 2024, transmis par la CWaPE à la Ministre de l'énergie et à l'AWAC le 20 mars 2025, décrit les mécanismes de soutien dans les pays et région limitrophes à la Région wallonne.

Par ailleurs, la Wallonie est une région où l'industrie du ciment et de la chaux - localisée sur la dorsale wallonne - est importante et historiquement active. Ces industries sont, comme mentionné, des secteurs qualifiés de « hard to abate », c'est-à-dire que dans ces secteurs, les émissions de CO₂ sont particulièrement difficiles à réduire en raison de la nature de leurs procédés. Une infrastructure de CCS et de transport de CO₂ leur donne cette possibilité de décarbonation.

L'ensemble de ce qui précède souligne d'une part, la complexité du développement de la chaîne de valeur du transport et du stockage de CO₂ en Région wallonne, Région flamande et dans les pays limitrophes jusqu'aux sites de stockage et d'autre part, l'enjeu d'un réseau de transport de CO₂ accessible pour permettre à ces industries dites « hard to abate » de se décarboner.

5.2 Candidature de Fluxys c-grid

Avant de présenter son analyse de la candidature de Fluxys c-grid, la CWaPE estime qu'il est important de souligner que la candidature analysée constitue la seule candidature reçue pour la Région wallonne dans les délais de l'appel à candidature et émane du candidat ayant également soumis la seule candidature en Région flamande.

Lors de l'examen du dossier introduit par Fluxys c-grid, il n'a donc pas été possible à la CWaPE de pouvoir faire de comparaison avec un ou plusieurs autres dossiers de candidature.

Vu l'importance de cette activité pour la Région wallonne, il découle de cette absence de choix certaines options prises dans l'avis rendu.

5.3 L'expérience du candidat dans la gestion d'un réseau de transport ou de distribution de produits dans un état gazeux, liquide ou autre

L'article 4 du Décret Transport CO₂ dispose que :

"la désignation d'un gestionnaire de réseau de CO₂ a lieu sur la base des critères suivants : 1° l'expérience du candidat dans la gestion d'un réseau de transport ou de distribution de produits dans un état gazeux, liquide ou autre.[...]"

Pour l'évaluation de ce premier critère, la CWaPE s'est appuyée sur les documents fournis par Fluxys c-grid qu'elle a analysés :

- une note démontrant l'expérience du candidat ;
- [le cas échéant,] une note démontrant l'expérience des sociétés contrôlant le candidat ou du personnel employé par le candidat.

Pour pouvoir rendre son avis, les éléments mis en avant par le candidat ont été identifiés par la CWaPE et ont ensuite fait l'objet d'une analyse du régulateur.

Les éléments qui sont mis en avant par le candidat sont les suivants :

- Fluxys Belgium, actionnaire majoritaire de Fluxys c-grid :
 - a développé plus de 4 000 km de pipelines et des installations associées pour le gaz naturel. Ces dernières années, elle a développé plus de 500 km de nouvelles canalisations et plusieurs extensions du terminal GNL/installations de stockage. Elle continue d'innover avec de nouvelles infrastructures telles que la canalisation entre Desteldonk et Opwijk, compatible pour le transport de nouvelles molécules ;
 - a plus de 20 ans d'expérience dans la gestion d'un réseau d'infrastructure accessible aux tiers avec pour règle la non-discrimination ; ces éléments étant essentiels pour l'accès des clients au réseau de transport de CO₂ ;
 - joue un rôle crucial dans l'approvisionnement énergétique européen, notamment via des flux de gaz vers l'Allemagne, augmentant de 20 TWh en 2021 à 256 TWh en 2022.
- Fluxys c-grid pourra compter sur du personnel de Fluxys Belgium, Fluxys SA et Pipelink ayant une expérience pertinente dans l'exploitation de réseaux accessibles à des tiers. [REDACTED]

L'analyse de la CWaPE sur ce point peut se résumer par les éléments suivants :

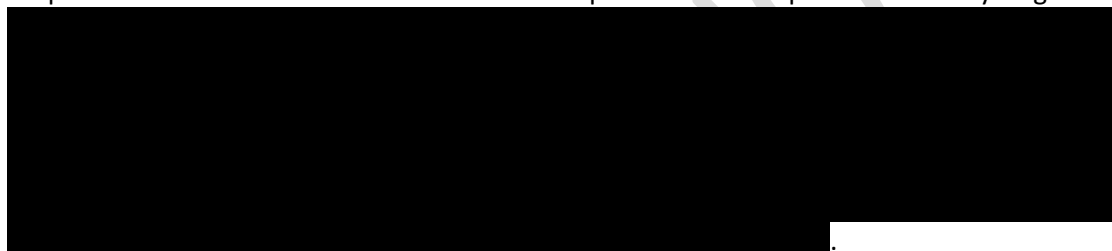
Fluxys c-grid, société anonyme constituée en 2023, ne dispose pas directement d'une expérience propre dans la gestion d'un réseau de transport ou de distribution de produits dans un état gazeux, liquide ou autre. Toutefois, Fluxys c-grid s'appuie sur les compétences et ressources de ses sociétés liées :

- Fluxys Belgium, actionnaire à 77,5% (gestionnaire du réseau de transport de gaz naturel en Belgique),
- Pipelink SA, actionnaire à 10% (gestionnaire de pipelines industriels),
- Fluxys SA, actionnaire à 90% de Fluxys Belgium (maison-mère, expertise en gestion financière).


Par conséquent, pour que cette expérience puisse être démontrée, il y a lieu de principalement considérer le lien et le caractère majoritaire de l'actionnariat de Fluxys Belgium dans Fluxys c-grid et des autres actionnaires, Pipelink, Socofe et la SFPI.

Par ce lien, le candidat aura accès à :

- La longue expérience de Fluxys Belgium, actionnaire majoritaire de Fluxys c-grid dans la gestion quotidienne d'un réseau gazier, d'un stockage et d'un terminal LNG sur le territoire belge : e.a. remplacement et extensions du réseau, gestion des flux, construction, entretien et développement d'installations de stockage et de terminalling LNG, connectés avec les autres TSO européens.
- L'expérience de Pipelink qui possède une expertise en matière de transport par canalisation et de connexions industrielles, Socofe qui possède une expérience en matière d'investissement dans des actifs clés pour soutenir le développement de l'industrie wallonne ainsi que l'apport de la SFPI, bras financier de l'Etat belge.
- L'expérience de 20 ans dans l'accès des tiers au réseau de Fluxys Belgium, actionnaire majoritaire de Fluxys c-grid, avec pour règle la non-discrimination.
- Le personnel de Fluxys Belgium, Fluxys SA et Pipelink ayant une expérience pertinente dans l'exploitation de réseaux accessibles à des tiers qui sera mis à disposition de Fluxys c-grid via



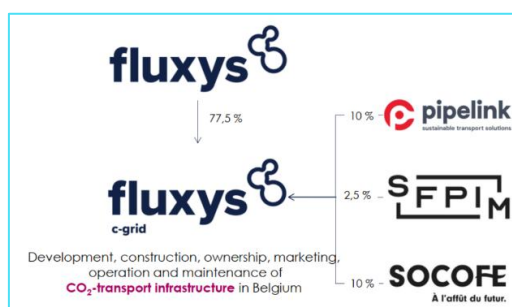
- La CWaPE note également la précision apportée par le candidat relative à l'implication de Fluxys Belgium dans le CO₂, au-delà de la Belgique : *« Actuellement, l'actionnaire principal de Fluxys c-grid, Fluxys Belgium, développe une étude pour une infrastructure de canalisation en collaboration avec Equinor, la principale entreprise énergétique norvégienne, pour transporter les volumes de CO₂ d'émetteurs via Zeebrugge vers des sites de stockage en Norvège. Fluxys c-grid souligne qu'il s'agit d'une collaboration déjà bien avancée et concrète et que les parties concernées, notamment Fluxys Belgium, mettent tout en œuvre pour réaliser cette option de sortie ».*

 , la facturation des frais et des prestations ainsi que la vérification de l'absence de subvention croisée feront l'objet d'analyses plus approfondies dans le cadre de la fixation des futurs tarifs de transport.

La CWaPE attire donc l'attention du Gouvernement wallon sur le fait que c'est l'actionnaire majoritaire de Fluxys c-grid - Fluxys Belgium – principalement et pas Fluxys c-grid en propre qui détient cette expérience de gestion, comme la figure ci-dessous l'illustre.

C'est d'ailleurs Fluxys Belgium qui a démarré le processus en 2021 comme le candidat l'a précisé dans son dossier de candidature : *« ...dans processus déjà entamé par Fluxys Belgium en 2021 et, depuis sa création en novembre 2023, repris par Fluxys c-grid, en vue de développer un réseau de CO₂ en Belgique ».*

Structure actionnariale de Fluxys c-grid



Source : Fluxys c-grid

Potentiellement, un changement de structure actionnariale serait donc de nature à remettre en question le respect de ce critère. Ce constat rendra nécessaire un contrôle régulier de la CWaPE quant au maintien dans le temps des compétences nécessaires au sein de Fluxys c-grid. Le scénario dans lequel la perte de ce contrôle majoritaire interviendrait n'a quant à lui pas été examiné plus avant dans le cadre du présent avis. Il est à noter que le document joint au dossier de candidature intitulé *Information and Shareholder's Agreement* du 16 novembre 2023 contient des clauses qui ont pour objectif d'avoir une structure actionnariale stable, à tout le moins pendant 5 ans.

Par ailleurs, quant aux règles de mise à disposition du personnel de Fluxys Belgium, Fluxys SA et Pipelink, ces dernières devront clairement être établies et transparentes. La mise à disposition effective de personnel à Fluxys c-grid reste à réaliser, ce qui à ce stade, n'étant pas mis en pratique, est difficile à apprécier. Il y a lieu de pointer le fait que tant les membres en charge que la gestion quotidienne que le personnel mis à disposition de Fluxys c-grid sont liés aux sociétés précitées et que ces dernières exerceront donc une influence significative dans la gestion quotidienne de Fluxys c-grid.

La CWaPE relève que, dans son plan de développement après 2029, Fluxys c-grid envisage un réseau de transport de CO₂ en phase dense pour le transit des volumes venant des régions allemande [REDACTED] et néerlandaise [REDACTED] ainsi que pour connecter les émetteurs de la région liégeoise. À notre connaissance, aucune des sociétés liées à Fluxys c-grid ne dispose d'expérience pour transport de produits gazeux en phase dense (le CO₂ dense serait comprimé dans une plage de pression comprise entre 100 et 180 bars).

Sur la base de ces éléments précités et nonobstant le fait que ce soit principalement une société liée qui dispose de l'expérience requise (excepté pour le transport en phase dense), la CWaPE est d'avis que la candidature de Fluxys c-grid est actuellement conforme à l'article 4, § 2, 1°, du décret transport CO₂.

5.4 La capacité technique, financière et organisationnelle du candidat

Le dossier de candidature devait comporter une note décrivant précisément l'activité projetée en élaborant différents scénarios pour chacune des variables suivantes :

- qualité du CO₂ requise,
- volumes estimés de CO₂ transporté y inclus le transit international/interrégional et les futures utilisations potentielles du réseau,
- plan et dimensionnement du réseau,
- estimation de la durée de vie des actifs,
- réutilisation de tronçons de réseaux de transport existant,
- rapidité et progressivité de déploiement et mise en œuvre opérationnelle du réseau à l'horizon 2029.

Le dossier initial de candidature de Fluxys c-grid ne contient qu'un seul scénario établi par Fluxys c-grid sur la base des hypothèses suivantes :

- qualité du CO₂ requise : la définition des spécifications de qualité est toujours en cours d'élaboration (cf. également section *infra* traitant de la qualité).
- volumes estimés de CO₂ transporté : Fluxys c-grid estime un potentiel de volume d'environ [REDACTED].
- plan et dimensionnement du réseau (qui se fera par phases) :
 - o phase 2027-2029
 - Développement du premier réseau de CO₂ en Région wallonne qui relie les principales régions industrielles de Tournai et Mons au réseau de transport de CO₂ en Région flamande adjacent près de Brakel (cf. plan ci-dessous). Fluxys a également précisé dans son dossier de candidature qu'« *en Flandre, la connexion entre le point Brakel, Gand et Anvers avec les points d'exportation potentiels sera développée d'ici 2029* ».
 - o phase après 2029
 - Poursuite de l'extension du réseau de CO₂ en établissant des connexions avec d'autres régions industrielles / sites en Wallonie (y compris Charleroi et Namur).
 - Construction d'une canalisation d'exportation transportant des volumes de CO₂ depuis la région de Liège, l'Allemagne et les Pays-Bas jusqu'au point de sortie à Zeebrugge.
- estimation de la durée de vie des actifs : la durée de vie économique utilisée dans le plan financier de Fluxys c-grid est de 20 années pour les nouvelles canalisations et les canalisations réaffectées.
- réutilisation de tronçons de réseaux de transport existant : au cours des 10 à 20 prochaines années, Fluxys Belgium réutilisera donc les canalisations de gaz en fonction de l'évolution des deux marchés, en utilisant la capacité de canalisation disponible (exemple : itinéraires parallèles tels que Gand - Mons, une partie de l'itinéraire reliant Zeebrugge au port de Gand...).
- rapidité et progressivité de déploiement et mise en œuvre opérationnelle du réseau à l'horizon 2029 : voir plan et dimensionnement ci-dessus.

Plan du réseau figurant dans le dossier de candidature (phase 2027-2029)

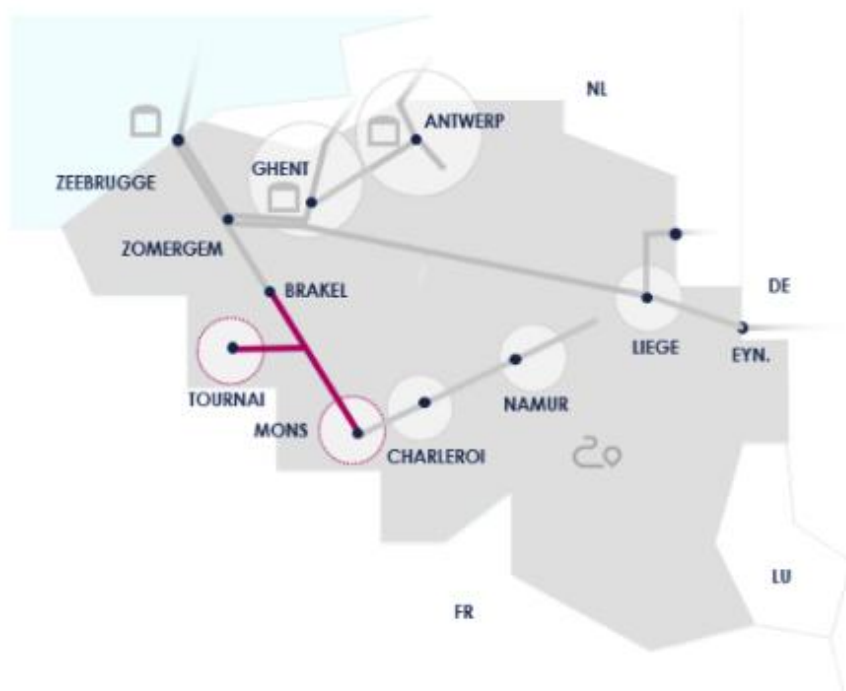


Figure 2 : première phase du plan de développement du réseau de CO₂ en Région wallonne

Fluxys c-grid a précisé les montants estimés de CAPEX : « le réseau wallon sera composé des pôles d'investissements suivants pour la phase 1 (valeurs nominales estimatives) :

- Segment de backbone : Brakel - Ville-sur-Haine : hypothèse de réaffectation de la canalisation de gaz naturel Troll : [REDACTED]
- Segment de backbone : Tournai – Gibecq : [REDACTED]
- Connexions aux émetteurs dans les clusters de Mons et Tournai : [REDACTED]
- Connexions aux émetteurs dans le cluster de Tournai : [REDACTED]

Le total de l'estimation telle que Fluxys c-grid l'a estimé dans son dossier de candidature se monte à un montant de l'ordre de [REDACTED], avec la volonté de Fluxys c-grid de maîtriser les investissements par le *repurposing*, c'est-à-dire la réaffectation de canalisations existantes. Fluxys c-grid a en effet précisé dans sa candidature : « Le développement du réseau de CO₂ nécessite des investissements initiaux importants. Fluxys c-grid essaiera de bénéficier au maximum de canalisations réaffectées afin de maîtriser au mieux ses coûts. Le dimensionnement du réseau doit par ailleurs tenir compte des volumes futurs estimés (« future proof ») ».

Plan du réseau figurant dans le dossier de candidature (phase après 2029)

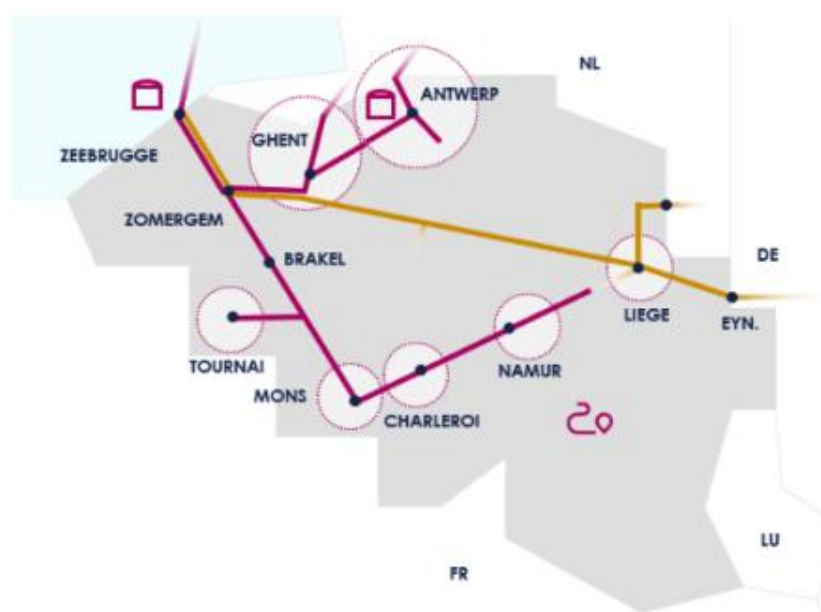


Figure 3: Image indicative du réseau de CO₂ envisagé à long terme (Belgique) – orange = CO₂ en phase dense / mauve = CO₂ en phase gaz

Fluxys c-grid n'a pas précisé les montants estimés de CAPEX sur la phase 2 dans son dossier de candidature.

Les informations transmises ne répondant pas suffisamment aux attentes de la CWaPE dans un premier temps, la CWaPE a - comme rappelé *supra* – transmis le 4 avril 2025 une liste de demande d'informations complémentaires à Fluxys c-grid notamment par rapport aux différents scénarios envisagés et à l'évolution de ces variables.

Ces critères, scénarios et variables sont examinés plus en détail ci-après au travers des différentes thématiques abordées.

5.4.1 Capacité technique et organisationnelle

En ce qui concerne la capacité technique et organisationnelle, le candidat gestionnaire de réseau de transport CO₂ doit notamment démontrer que :

«

- 1) *Comment, avec quelle structure organisationnelle et avec quels moyens opérationnels et humains, il va gérer, exploiter et développer le réseau de transport de CO₂ de manière sûre, fiable, efficace et économique ;*
- 2) *Comment il organisera la gestion technique et la surveillance des flux de CO₂ pour maintenir l'équilibre du réseau ;*
- 3) *Comment il assurera la capacité du réseau de transport de CO₂ pour répondre à l'augmentation progressive à court et à long terme de la demande de transport au plus tard pour une opérationnalisation des premiers volumes en 2029, évaluée sur la base d'hypothèses raisonnables, y compris le développement de connexions avec d'autres installations de transport en Belgique et dans les pays voisins, ainsi qu'avec les différents points de sortie du réseau permettant le CCS ou le CCU ; notamment :*

- a. *Les modalités envisagées quant à la prise en compte de la faiblesse des volumes de CO₂, lors des premières années suivant la mise en service du réseau de transport et de l'impact positif du transit sur le transport ;*
 - b. *Les modalités envisagées quant à la possibilité de proposer un modèle tarifaire pluriannuel s'étalant sur une période de 25 ans par exemple, qui aurait l'avantage de pouvoir prendre en compte la faiblesse des volumes évoquée supra et la couverture des coûts du gestionnaire ;*
 - c. *La manière dont le candidat entend le modèle et les services envisagés sont en adéquation avec les besoins des utilisateurs de réseau.*
- 4) *De quelle manière le candidat garantira aux utilisateurs du réseau un accès non discriminatoire au réseau de transport de CO₂ en adéquation avec leurs besoins, le modèle de marché qu'il propose, le type d'accords nécessaires à cet effet, les services qu'il souhaite développer, l'approche méthodologie en vue de définir des spécifications de qualité, le mode de coopération avec les entreprises de transport de CO₂ et les opérateurs voisins, en Belgique ou à l'étranger ;*
 - 5) *Les mesures que le candidat prendra pour éviter de favoriser ses utilisateurs du réseau dans ses métiers actuels dans le cadre de la gestion de son réseau CO₂ et assurer un traitement non discriminatoire entre les utilisateurs du réseau de CO₂ ;*
 - 6) *Le cas échéant, si le candidat devait également être candidat gestionnaire de réseau CO₂ dans une autre région du pays, faire la démonstration de la manière dont il assurera le caractère non discriminatoire pour les utilisateurs de réseau CO₂ wallons ;*
 - 7) *Comment il fournira des informations transparentes et objectives aux utilisateurs potentiels du réseau de transport de CO₂, ainsi qu'aux gestionnaires d'autres réseaux de transport de CO₂, afin d'assurer un développement coordonné et de permettre l'interopérabilité des réseaux de transport interconnectés ;*
 - 8) *Les mesures raisonnables que le candidat prendra pour contrôler la qualité et prévenir les émissions de CO₂ (fuites et mise à l'évent), ainsi que réduire l'impact de ses activités sur l'environnement ;*
 - 9) *Les mesures que le candidat prendra pour préserver la confidentialité des données commercialement sensibles dont il a connaissance dans le cadre de ses activités, et la manière dont il empêchera la divulgation discriminatoire d'informations sur ces activités qui pourraient être commercialement avantageuses. ».*

Les critères sont examinés ci-après sous les différents titres.

5.4.1.1 Examen de la structure organisationnelle et des moyens opérationnels et humains, avec lesquels le GRT CO₂ va gérer, exploiter et développer le réseau de transport de CO₂ de manière sûre, fiable, efficace et économique

Il ressort du dossier de candidature que Fluxys c-grid a prévu dans un premier temps que la gestion quotidienne serait assurée par 4 rôles : un Chief Executive Officer (CEO), un ou plusieurs Commercial Manager(s), un Technical & Safety Manager et un Regulatory Manager.

Ces rôles et fonctions, tout comme la mise à disposition des ressources partagées avec Fluxys Belgium, Fluxys et Pipelink, seront d'emblée inclus dans le cadre des [REDACTED].

La CWaPE a demandé au candidat de préciser le nombre d'équivalents à temps plein (ci-après : "ETP") et les départements de Fluxys Belgium et d'autres filiales, à savoir Fluxys (le holding), Pipelink qui travailleront pour Fluxys c-grid. Dans ce cadre, l'ensemble des modalités envisagées quant à la refacturation de ces prestations au candidat gestionnaire devra être précisé et strictement encadré.

Les éléments qui sont mis en avant par le candidat peuvent se résumer comme suit :

- L'organigramme ainsi que le conseil d'administration sont présentés. Le candidat a également transmis « *un résumé non exhaustif et illustratif des biographies de collaborateurs au sein de Fluxys Belgium, Fluxys SA et Pipelink, qui disposent d'une grande expérience dans l'exploitation d'un réseau de transport de gaz sous différents angles* ».
- Les relations avec Fluxys Belgium, Fluxys et Pipelink sont également mises en avant par le candidat : « *Fluxys c-grid a accès et pourra utiliser tous les outils, matériaux et équipements techniques dont dispose Fluxys Belgium pour son exploitation du réseau de transport de gaz naturel.* »
- Les relations entre Fluxys c-grid et Fluxys Belgium, Fluxys et Pipelink seront gérées [REDACTED], à la manière dont Fluxys Belgium et sa filiale Fluxys LNG interagissent.
- Le candidat précise que l'évolution des besoins sera évaluée et revue, le cas échéant.
- Enfin, le candidat précise que :

« en effet, même si chaque utilisateur du réseau est tenu de respecter contractuellement ses conditions d'injection ou d'émission, des fluctuations et des écarts se produiront dans la pratique. Fluxys c-grid surveillera en permanence le réseau, détectera d'éventuels déséquilibres et identifiera leurs causes afin d'intervenir de manière ciblée. Fluxys c-grid constituera un lien important entre les utilisateurs du réseau, d'une part, et les opérateurs de terminaux et de réseaux adjacents, d'autre part. Un opérateur central d'un réseau intégré est en mesure de mieux gérer les déséquilibres et autres irrégularités qui pourraient impacter l'équilibre de ce réseau ».

L'analyse de la CWaPE sur ce point peut se résumer par les éléments suivants :

- Les 6 personnes composant l'organigramme de Fluxys c-grid ainsi que son conseil d'administration composé de 6 administrateurs disposent de l'expérience et de compétences complémentaires pour assurer la gestion d'un réseau de transport de CO₂. Quant au conseil d'administration, il s'agit de Pascal De Buck, Peter Verhaeghe, Christian Leclercq, Erik Vennekens, Tom Hautekiet et Jean-Marie Bréban. Chacun de ces administrateurs occupe un poste chez l'un des actionnaires de Fluxys c-grid. En outre, tel que le mentionne l'organigramme fourni par Fluxys c-grid, la gestion journalière est confiée à une équipe de 6 fonctions principales déclinées comme suit : Pascal De Buck (qui est également le Président du Conseil d'administration) exerce la fonction de managing director (ainsi que CEO de Fluxys Belgium et directeur général de Fluxys Hydrogen SA). Raphael De Winter occupe le poste de CEO, [REDACTED] celui de Technical and Safety Manager, [REDACTED] celui de Regulatory Manager et les fonctions de Commercial Managers sont attribuées à [REDACTED] et la personne qui sera recrutée pour le remplacement de [REDACTED].
- A cet égard, la possibilité de faire appel aux différents départements du gestionnaire de réseau de transport de gaz naturel Fluxys Belgium, de Fluxys et de Pipelink constitue une nécessité pour la gestion technique et la surveillance des flux de CO₂ et pour maintenir l'équilibre du réseau.
- [REDACTED]

la facturation des frais et des prestations ainsi que la vérification de l'absence de subvention croisée feront l'objet d'analyses plus approfondies dans le cadre de la fixation des futurs tarifs de transport.

- La flexibilité des sociétés prestataires, selon les besoins de Fluxys c-grid, semble également avoir été prévue par le candidat.

Pour les raisons déjà évoquées *supra*, La CWaPE attire l'attention du Gouvernement sur le fait que, quand il y aura plus de clarté sur l'activité de transport et si le candidat gestionnaire est désigné, il sera nécessaire d'étudier l'opportunité que Fluxys c-grid puisse disposer d'un personnel propre plus étoffé et ce afin de gérer les risques déjà évoqués ci-dessus.

Sur la base de ces éléments et considérant que l'activité au stade de développement actuel peut se satisfaire de cette structure organisationnelle, la CWaPE est d'avis que la candidature de Fluxys c-grid est conforme à l'article 4, § 2, 2°, décret transport CO₂ en ce qui concerne ce point particulier.

5.4.1.2 Examen de la manière dont le GRT CO₂ organisera la gestion technique et la surveillance des flux de CO₂ pour maintenir l'équilibre du réseau

Il ressort du dossier de candidature que Fluxys c-grid peut s'appuyer sur l'expertise et l'expérience de son actionnaire majoritaire Fluxys Belgium en matière d'équilibrage de réseaux de transport gazeux.

Les éléments qui sont mis en avant par le candidat sont les suivants :

- L'expérience et l'expertise de Fluxys Belgium en tant que gestionnaire de réseau de transport de gaz naturel en Belgique mais aussi en tant que membre fondateur de la société Balansys désignée comme opérateur d'équilibre pour la zone de BeLux.
- La surveillance permanente du réseau pour détecter les éventuels déséquilibres et permettre d'intervenir de manière ciblée.
- Fluxys c-grid s'assurera d'être le lien entre les utilisateurs du réseau et les opérateurs de terminaux et de réseaux adjacents. Comme précisé dans le dossier de candidature de Fluxys c-grid : *« en effet, même si chaque utilisateur du réseau est tenu de respecter contractuellement ses conditions d'injection ou d'émission, des fluctuations et des écarts se produiront dans la pratique. Fluxys c-grid surveillera en permanence le réseau, détectera d'éventuels déséquilibres et identifiera leurs causes afin d'intervenir de manière ciblée. Fluxys c-grid constituera un lien important entre les utilisateurs du réseau, d'une part, et les opérateurs de terminaux et de réseaux adjacents, d'autre part. Un opérateur central d'un réseau intégré est en mesure de mieux gérer les déséquilibres et autres irrégularités qui pourraient impacter l'équilibre de ce réseau ».*

L'analyse de la CWaPE sur ce point peut se résumer par les éléments suivants :

- Il y a effectivement une expérience et expertise apportées par Fluxys Belgium en matière de gestion technique et de surveillance des flux transportés par canalisations sous forme gazeuse pour maintenir l'équilibre du réseau.
- Fluxys c-grid devra assurer un équilibre permanent entre les entrées et sorties de CO₂ sur son réseau. Toutefois et comme mentionné par Fluxys c-grid dans son dossier de candidature (§4.2.2.3.3), l'utilisateur de réseau pourra injecter en continu le CO₂ dans le réseau à tout moment, dans les limites de la capacité horaire souscrite. Par conséquent il appartient à Fluxys

c-grid de s'assurer que les terminaux de sortie soient en mesure d'absorber le flux sortant en tout temps afin d'éviter toute mise à l'atmosphère (*venting*). A cet égard, il y aurait lieu de prévoir des pénalités en cas de mise à l'atmosphère excessive, non justifiée ou non autorisée.

- La manière dont la gestion technique et la surveillance des flux seront assurées est cependant décrite de manière peu détaillée par Fluxys c-grid. Un niveau de détail plus important sur ces éléments sera nécessaire dans les phases ultérieures de développement de l'activité.

Même si ceci n'est pas de nature à remettre en question l'avis de la CWaPE en raison du fait que ces discussions peuvent avoir lieu ultérieurement lors des discussions sur le modèle de marché, il y a tout de même lieu de mettre en évidence le questionnement de la CWaPE sur le partage des responsabilités et des coûts entre le gestionnaire et l'utilisateur du réseau en cas de mise à l'événement du CO₂ ; cet élément n'étant pas du tout abordé par le candidat-gestionnaire de réseau dans sa candidature.

Sur la base de ces éléments et malgré l'absence de détails et de précision sur cet élément du dossier, la CWaPE est d'avis que la candidature de Fluxys c-grid est conforme à l'article 4, § 2, 3°, décret transport CO₂.

5.4.1.3 Examen de la manière dont le GRT CO₂ assurera la capacité du réseau de transport de CO₂ à répondre à l'augmentation progressive à court et à long terme de la demande de transport au plus tard pour une opérationnalisation des premiers volumes en 2029, évaluée sur la base d'hypothèses raisonnables, y compris le développement de connexions avec d'autres installations de transport en Belgique et dans les pays voisins, ainsi qu'avec les différents points de sortie du réseau permettant le CCS ou le CCU

Dans son dossier de candidature, Fluxys c-grid précise qu'elle veille à bien répondre aux demandes à CT et LT.

Les éléments qui sont mis en avant par le candidat sont les suivants :

- **Demandes** : Etude de marché réalisée par le groupe Fluxys a estimé un potentiel de [REDACTED] à l'horizon 2035 pour la Belgique, [REDACTED] (Allemagne) [REDACTED] (Pays-Bas). La majorité des volumes belges sont soutenus par des expressions d'intérêts des émetteurs flamands et wallons qui ont été communiquées en annexe du dossier de candidature.
- **Demandes** : Le transit pour lequel le candidat précise que « *le réseau est développé sur la base de la demande future estimée. Cela prend également en compte les volumes de transit potentiels en provenance de [REDACTED] en Allemagne et [REDACTED] aux Pays-Bas, qui sont estimés à [REDACTED]. Si les émetteurs étrangers utilisent le réseau belge de transport de CO₂, cela crée des économies d'échelle et un impact positif pour chaque émetteur national connecté au réseau de transport de CO₂.* »
- Les contacts fréquents et relations du candidat avec les opérateurs qui gèreront le réseau de transport dans les pays voisins.
- **Opérationnalisation en 2029** : Le projet de plan de réseau dans la première phase vise un développement entre 2027 et 2029 pour une mise en service cette dernière année. Ce plan tient compte des sites à fortes densités d'émetteurs en CO₂, des données issues de l'étude de marché et des expressions d'intérêts, du réseau actuel de gaz naturel existant et du potentiel de réaffectation des conduites et, enfin, des futurs points de sortie du réseau. Cette première phase, opérationnelle en 2029, reliera les principales industries émettrices de CO₂ de la région de Tournai et Mons pour lesquelles un potentiel de capture existe et devrait être développé.

Ce premier tronçon de réseau wallon sera interconnecté avec le réseau flamand qui permettra une sortie vers les ports de Ghent, Anvers et Zeebrugge.

- **Opérationnalisation au-delà de 2029** : Par la suite en phase 2 (mais après 2029), le réseau sera prolongé vers les régions de Charleroi et Namur. Également après 2029, des interconnexions pourraient être établies avec l'Allemagne et les Pays-Bas avec réalisation d'une dorsale depuis ces interconnexions vers Liège et ensuite le point de sortie de Ghent.

Fluxys c-grid indique par ailleurs dans son dossier de candidature : « *La mise en œuvre de la stratégie de développement du réseau CO₂ comporte une description des risques. Ces risques sont répertoriés par activité et des mesures d'atténuation sont prévues pour chaque risque afin de limiter le risque autant que possible. Les risques et les mesures d'atténuation correspondantes, qui font l'objet d'un suivi permanent, figurent à l'annexe 5.* ».

La CWaPE a par la suite questionné Fluxys c-grid sur :

- Des précisions concernant le planning après 2029 [REDACTED]. Fluxys c-grid a répondu qu'à ce stade, le déploiement est encore indicatif, bien que tenant du développement du marché du CO₂ et de la planification par les émetteurs, mais consulte régulièrement ces émetteurs et ajustera la planification et le déploiement le cas échéant pour répondre aux besoins.
- La prise en compte de capacité de réserve (*spare capacity*) pour de futures utilisations non prévues dans les analyses actuelles du candidat. Fluxys c-grid considère avoir « *acquis une excellente vision des émissions de CO₂ en Wallonie* » au travers des nombreuses consultations organisées et conçoit un futur réseau où les grands axes puissent transporter les capacités futures attendues dépassant les besoins des premiers clients pour permettre l'accueil de nouveaux clients. En cas de congestions futures, Fluxys c-grid pourrait envisager des investissements supplémentaires au travers de solutions économiquement justifiées.
- Les critères d'acceptabilité d'un rapport risque-rendement permettant une décision d'investissement positive de la part de ses actionnaires. Fluxys c-grid a apporté la précision suivante à cet égard : « *L'analyse risque-rendement sera faite au moment de la décision finale d'investissement, comme expliqué ci-dessus. Un niveau de risques trop élevé présenterait un frein au développement du réseau de transport de CO₂* ».

L'analyse de la CWaPE sur ce point peut se résumer par les éléments suivants :

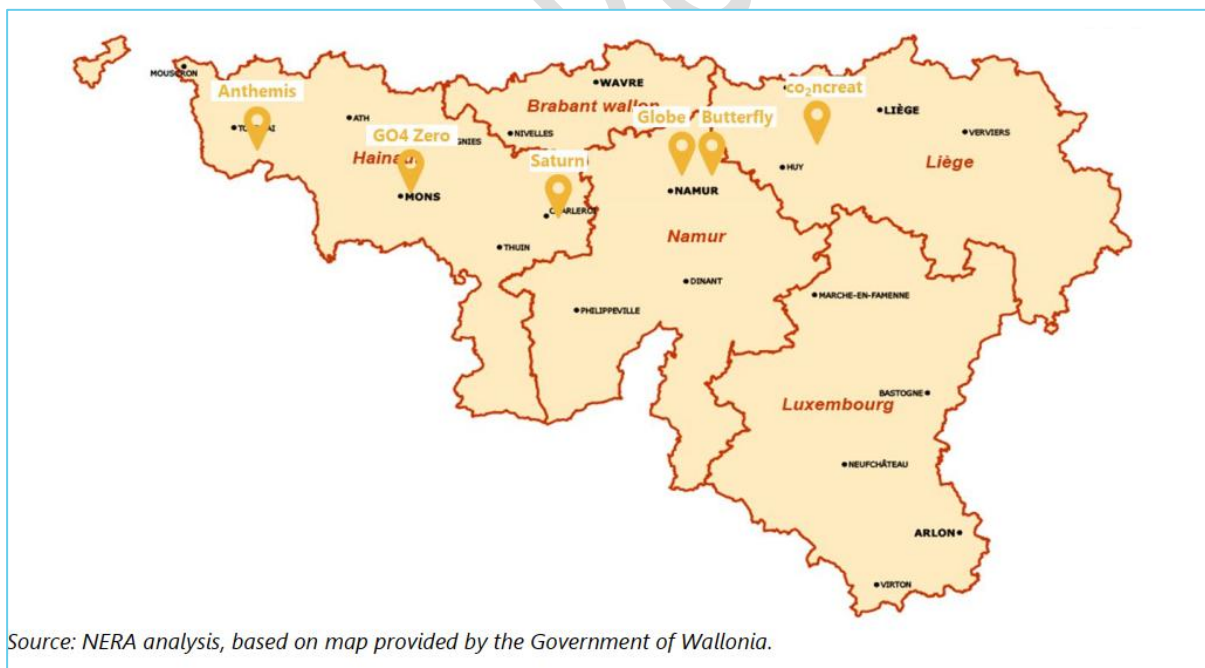
- Le candidat a détaillé la manière dont il a évalué les besoins en capacité à court et moyen terme. Le candidat a précisé que le plan qui en découle est indicatif et qu'il sera adapté en fonction de l'évolution de la situation. La démarche a été entamée largement en amont de cet appel à candidature comme l'attestent les *Expressions of Interest* et les *Engineering Agreements* que Fluxys c-grid a transmis à la CWaPE à la suite de sa demande.
- Le candidat est en contact régulier avec les émetteurs wallons, que la CWaPE a également pu rencontrer à plusieurs reprises en amont de cet appel à candidature. Certains industriels ont toutefois manifesté des craintes quant à l'avancement et une concrétisation de leur dossier selon les besoins qu'ils ont exprimés à Fluxys c-grid.

- Ces demandes devront être concrétisées et formalisées dans des engagements de long terme de la part des clients afin de sécuriser le financement de l'infrastructure et afin que le risque de *stranded assets* puisse être géré pour le futur gestionnaire de réseau.
- La matrice des risques transmise par le candidat reste une vision globale peu détaillée (liste des risques identifiés (commerciaux, tarifaires, risque de défaut des contreparties, etc.), leur probabilité de survenance (high, medium, low), l'importance de leur impact (high, medium, low) et les éléments qui selon Fluxys c-grid permettraient de mitiger ces risques (éléments qui dépendent parfois d'acteurs externes)) sans estimation chiffrée des impacts et des critères d'acceptabilité du rapport risque-rendement (pas d'indicateurs). A ce stade, le candidat ne propose pas de solutions alternatives dans l'hypothèse où les éléments qu'il préconise pour atténuer les risques ne sont pas mis en œuvre ou si les acteurs proposent d'autres mesures d'atténuation.

Comme déjà souligné, la CWaPE attire donc l'attention du Gouvernement wallon sur les craintes manifestées par certains industriels quant à l'avancement et la concrétisation de leur dossier selon les besoins qu'ils ont exprimés et invite le candidat gestionnaire et les industriels à clarifier la situation et lever le plus rapidement possible ces incertitudes, et à tenir les instances wallonnes informées.

Les projets CCS d'ampleur en Région wallonne identifiés par NERA sont présentés sur la carte ci-dessous.

Carte des projets CCS d'ampleur en Région wallonne



Source: NERA analysis, based on map provided by the Government of Wallonia.

Source : rapport NERA (2025) commandité par la CWaPE

Sur la base de ces éléments, la CWaPE est d'avis que la candidature de Fluxys c-grid n'est pas contraire à l'article 4, § 2, 2°, décret transport CO₂ en ce qui concerne ce point particulier.

5.4.1.4 Examen de la manière dont le candidat GRT CO₂ garantira aux utilisateurs du réseau un accès non discriminatoire au réseau de transport de CO₂ en adéquation avec leurs besoins, le modèle de marché qu'il propose, le type d'accords nécessaires à cet effet, les services qu'il souhaite développer, l'approche méthodologie en vue de définir des spécifications de qualité, le mode de coopération avec les entreprises de transport de CO₂ et les opérateurs voisins, en Belgique ou à l'étranger

Les éléments qui sont mis en avant par le candidat sont les suivants :

- **Accès non discriminatoire** des utilisateurs au réseau de transport de CO₂ en adéquation avec leurs besoins :
 - La capacité d'utilisateurs belges déterminée sur la base d'expression d'intérêts.
 - Longue expérience de Fluxys Belgium dans l'accès non discriminatoire de tiers à son réseau.
 - Elaboration de lignes directrices sur le traitement neutre et non-discriminatoire des utilisateurs du réseau de CO₂.
- **Modèle de marché** proposé basé sur les trois principes suivants : (i) dégroupage des services de transport, (ii) libre accès non discriminatoire et transparent et (iii) services efficaces et abordables (possibilité de réaffecter des canalisations de gaz naturel existantes). Fluxys c-grid précise également : *« le modèle de marché proposé inclura des services de transport de CO₂ d'un point à un autre, où un équilibre permanent entre les flux entrants et sortants de CO₂ est nécessaire pour le fonctionnement fiable du réseau. La délimitation des responsabilités des différents rôles se fera, entre autres, dans le cadre des contrats réglementant l'accès réseau de CO₂ et qui doivent être approuvés par le régulateur, conformément à l'article 25 du Décret ».*
- **Type d'accords nécessaires** : les responsabilités des différents rôles sera régie par des contrats d'accès au réseau de CO₂ approuvés par le régulateur.
- **Type de services à développer** : néant
- **Approche méthodologie en vue de définir des spécifications de qualité** :
 - Fluxys c-grid indique que la détermination des spécifications de qualité sera basée sur trois facteurs clés : (i) assurer l'intégrité du réseau, (ii) assurer la sécurité opérationnelle du réseau et (ii) garantir l'interopérabilité avec des réseaux de transport adjacents.
 - Une première proposition de spécifications de qualité a été émise par Fluxys début 2022 afin de recevoir un premier feedback des émetteurs. L'objectif est de réviser ces spécifications sur la base d'une collaboration avec des acteurs tels que les opérateurs de réseaux adjacents, des centres de recherche, des émetteurs, de tests réalisés par des laboratoires.
 - Fluxys c-grid dit également participer à des groupes de travail au niveau européen afin d'étudier des spécifications harmonisées.
- **Mode de coopération** avec les entreprises de transport de CO₂ et les opérateurs voisins, en Belgique ou à l'étranger :
 - Fluxys Belgium, l'actionnaire majoritaire de Fluxys c-grid entretient depuis des décennies de bons contacts avec les gestionnaires de réseau de transport de gaz dans

les pays voisins ; lesquels développent actuellement le réseau de transport de CO₂ dans ces pays.

L'analyse de la CWaPE sur ce point peut se résumer par les éléments suivants :

- concernant l'**accès non discriminatoire** au réseau transport de CO₂ en adéquation avec les besoins des utilisateurs, la planification des besoins de capacité a été jaugée par le candidat gestionnaire au travers d'une série d'échanges préalable et d'une procédure d'« *open season* ». L'aspect non discriminatoire est quant à lui évalué au titre suivant.
- concernant le type d'**accords nécessaires**, Fluxys c-grid n'indique rien de plus que ce que le Décret transport CO₂ prévoit déjà.
- concernant le **modèle de marché** et le type de **services à développer**, Fluxys c-grid reste très évasif que ce soit dans son dossier de candidature ou dans les réponses aux questions complémentaires formulées par la CWaPE. Fluxys c-grid évoque seulement dans son dossier que « *le modèle de marché proposé inclura des services de transport de CO₂ d'un point à un autre, où un équilibre permanent entre les flux entrants et sortants de CO₂ est nécessaire pour le fonctionnement fiable du réseau* ».
- concernant l'approche méthodologie en vue de définir des **spécifications de qualité**, la méthode suivie par Fluxys c-grid rencontre les attentes de la CWaPE. Les spécifications de qualité feront l'objet d'une approbation ultérieure par la CWaPE laquelle sera attentive aux surcoûts pour les émetteurs qui pourraient découler de spécifications inutilement trop contraignantes.
- Concernant les **modes de coopération**, ceux-ci ne sont pas détaillés mais la CWaPE entend que Fluxys coopère déjà depuis de nombreuses années avec des acteurs qui potentiellement pourraient devenir également acteurs dans le transport de CO₂.

La CWaPE constate ici certaines informations très vagues et ce, malgré les demandes complémentaires formulées par la CWaPE. Ce manque de précision n'est toutefois pas de nature à remettre en cause à ce stade l'appréciation des conditions de désignation ; ceci fera l'objet d'analyses et de questions plus approfondies de la CWaPE à un stade ultérieur. La CWaPE relève également que si l'exécution des procédures pour évaluer les besoins de réseau est mise en avant par le candidat gestionnaire, dans la pratique, la situation doit encore être clarifiée pour certains industriels (*cf. supra*).

Sur la base de ces éléments, la CWaPE est d'avis que la candidature de Fluxys c-grid est conforme à l'article 4, § 2, 2° et 4°, du Décret transport CO₂ en ce qui concerne ce point particulier.

5.4.1.5 Examen des mesures que le candidat prendra pour éviter de favoriser ses utilisateurs du réseau dans ses métiers actuels dans le cadre de la gestion de son réseau CO₂ et assurer un traitement non discriminatoire entre les utilisateurs du réseau de CO₂

Les éléments qui sont mis en avant par le candidat sont les suivants :

- L'implication des parties dans le processus commercial ;
- Le candidat précise également les éléments suivants :

- *“L’expérience de Fluxys Belgium en matière de fourniture d’accès non-discriminatoire et neutre à l’infrastructure de transport, signifiant que le traitement non-discriminatoire des futurs utilisateurs du réseau fait partie intégrante de la manière dont le réseau de CO sera développé et géré.*
- *En outre, comme expliqué plus en détail au point 4.2.2.9, si Fluxys c-grid est désignée comme gestionnaire du réseau wallon de CO₂, elle élaborera des lignes directrices sur le traitement neutre et non-discriminatoire des utilisateurs du réseau de CO₂.*
- *Enfin, le groupe Fluxys s’est engagé depuis de nombreuses années à soutenir la transition énergétique. Le transport de CO₂ est une opportunité de diversification de ses activités et il n’y a aucun conflit d’intérêt potentiel entre le transport de gaz et de CO₂.”*

L’analyse de la CWaPE sur ce point peut se résumer par les éléments suivants :

- Les arguments développés par le candidat semblent rencontrer ce critère (expérience de son actionnaire majoritaire mise en avant) ; la CWaPE souhaite obtenir les lignes directrices sur le traitement neutre et non-discriminatoire des utilisateurs du réseau de CO₂.
- La CWaPE considère toutefois que l’affirmation d’absence de conflit d’intérêt entre le transport de gaz et de CO₂ est une affirmation qui n’est pas démontrée ; elle restera attentive et demandera des éventuels amendements aux lignes directrices pour prévenir tout conflit potentiel.

Sur la base de ces éléments et considérant la nécessité d’élaborer des lignes directrices si le candidat gestionnaire est désigné, la CWaPE est d’avis que la candidature de Fluxys c-grid n’est pas contraire à l’article 4, § 2, 2°, du Décret transport CO₂ en ce qui concerne ce point particulier.

5.4.1.6 Le cas échéant, si le candidat devait également être candidat gestionnaire de réseau CO₂ dans une autre région du pays, examen de la démonstration de la manière dont il assurera le caractère non discriminatoire pour les utilisateurs de réseau CO₂ wallons

Les éléments qui sont mis en avant par le candidat sont les suivants :

- L’expérience de 20 ans de Fluxys Belgium, son actionnaire majoritaire, dans cette matière ;
- Le candidat précise également : *« Un responsable de conformité a d’ailleurs été désigné au sein de Fluxys Belgium afin d’assurer le traitement non-discriminatoire des utilisateurs de réseau. Il établit à cet effet annuellement un rapport au régulateur » ;*
- *« Le transport de CO₂ est de compétence régionale. L’approche de base consiste à identifier les investissements, les coûts du capital nécessaire à leur financement et les coûts opérationnels liés aux activités de transport de chaque Région. L’affectation des coûts communs se fera selon une méthodologie qui sera proposée à la CWaPE pour avis et validation. Les volumes complémentaires auront un effet bénéfique direct sur les tarifs pour les utilisateurs des réseaux » ;*
- *« Comme déjà mentionné, Fluxys c-grid a également déposé sa candidature pour être désignée gestionnaire de réseau de transport en Flandre. La coopération entre les gestionnaires en*

Flandre et Wallonie pourrait être facilitée si Fluxys c-grid est désignée gestionnaire de réseau de CO₂ dans les 2 régions ».

L'analyse de la CWaPE sur ce point peut se résumer par les éléments suivants :

- La CWaPE fait le constat de l'expérience de l'actionnaire majoritaire du candidat gestionnaire au niveau du transport de gaz, à travers l'entité régulée désignée gestionnaire de réseau de transport de gaz naturel au niveau fédéral.
- La CWaPE comprend l'approche de base décrite par le candidat-gestionnaire ; elle considère cependant que scinder les coûts opérationnels pourrait dans certains cas être compliqué.

La CWaPE relève l'importance des volumes issus des émetteurs wallons sur les tarifs et l'existence d'une boucle de rétroaction positive entre modèle opérationnel cohérent/tarifs compétitifs et l'augmentation des volumes et du nombre d'acteurs qui livreront leur CO₂ aux points d'exit potentiels du réseau en Flandre identifiés à ce stade à savoir Zeebrugge, Anvers ou Gand.

La CWaPE souhaite attirer l'attention du Gouvernement wallon sur la nécessité que Fluxys c-grid prenne en compte ce critère de non-discrimination pour l'élaboration des tarifs que les utilisateurs de réseau CO₂ wallons devront payer pour atteindre les points d'exit précités. Fluxys c-grid devra également tenir compte des retombées des volumes générés par le transit sur le tarif de transport payé par les utilisateurs wallons. De manière plus globale, il conviendra d'être attentif à tout risque de discrimination des utilisateurs wallons (cf. par ex. la question de la nécessité ou non de placer un compteur - constituant une charge sur les coûts de réseau - à Brakel).

Sur la base de ces éléments et considérant le besoin de tenir compte des volumes wallons pour gérer ce critère de non-discrimination des utilisateurs wallons, la CWaPE est d'avis que la candidature de Fluxys c-grid est conforme à l'article 4, § 2, 2°, du Décret transport CO₂ en ce qui concerne ce point particulier.

5.4.1.7 Examen de la manière dont le candidat GRT CO₂ fournit des informations transparentes et objectives aux utilisateurs potentiels du réseau de transport de CO₂, ainsi qu'aux gestionnaires d'autres réseaux de transport de CO₂, afin d'assurer un développement coordonné et de permettre l'interopérabilité des réseaux de transport interconnectés

Il ressort du dossier de candidature que Fluxys c-grid a répondu de manière incomplète à cette question dans le dossier. Un complément d'information a dû être demandé par le régulateur.

Les éléments qui sont mis en avant par le candidat sont les suivants :

- Extrait du dossier de candidature: « *Fluxys c-grid se réfère à la section 4.2.1.1 qui détaille le processus d'élaboration des spécifications de qualité de CO₂, dont l'interopérabilité avec d'autres infrastructures de transport de CO₂ est un élément clé. Dans les sections 3.2 en 4.2.2.4, il est mentionné que Fluxys Belgium a de bons contacts avec les gestionnaires de réseaux de transport de gaz naturel adjacents qui sont, à l'heure actuelle, également en train de développer des réseaux de transport de CO₂ dans nos pays voisins. Fluxys c-grid peut utiliser et utilisera ses contacts pour veiller à ce que le développement d'autres infrastructures de transport de CO₂ se fera de manière coordonnée et concertée et pour faciliter l'interopérabilité avec le réseau de CO₂ qu'elle vise à développer en Région wallonne ».*

- Fluxys c-grid met également en avant que si elle est nommée comme « *gestionnaire du réseau de CO₂ en Région flamande et à supposer que Fluxys c-grid soit également nommée comme gestionnaire du réseau de CO₂ en Région wallonne, la fourniture d'informations transparentes et objectives se fera au sein d'une seule entité et le caractère transparent et objectif de cet échange sera assuré, en tenant compte des lignes directrices d'application au sein du groupe Fluxys. Ces lignes directrices applicables à Fluxys c-grid concernent l'indépendance, la non-discrimination à l'égard des utilisateurs du réseau et la confidentialité, y compris le partage limité des données commercialement sensibles et les données qui sont échangées entre les différents utilisateurs du réseau et le gestionnaire de réseau (voir aussi la section 4.2.2.9) ».*

L'analyse de la CWaPE sur ce point peut se résumer par les éléments suivants :

- Les éléments mis en avant permettent de conclure que ce point est répondu en ce qui concerne les spécifications de qualité, l'interopérabilité avec les opérateurs de réseau adjacents en Belgique et dans les pays voisins, compte tenu également de la possibilité que Fluxys c-grid soit gestionnaire dans les deux régions du pays. La CWaPE considère positif que Fluxys c-grid continue à maintenir ces contacts bilatéraux, en faveur du développement du marché wallon et que ceux-ci puissent être bénéfiques pour l'utilisateur du réseau wallon.
- Les aspects relatifs aux utilisateurs potentiels de réseau n'avaient pas été traités dans le dossier de candidature initial. Une question a été posée par la CWaPE et la réponse apportée par le candidat est la suivante :
« Fluxys Belgium dispose d'une longue expérience en matière de non-discrimination. Fluxys c-grid, filiale de Fluxys Belgium, appliquera ces mêmes principes de transparence, non-discrimination et d'accès ouvert au réseau de transport de CO₂. Fluxys c-grid développera son réseau sans aucun traitement de faveur en fonction des besoins du marché. L'approche développée par Fluxys Belgium jusqu'à présent témoigne de cette approche : appel au marché ouvert à tous les acteurs, informations transparentes disponibles sur le site internet, ... Cette approche non-discriminatoire est reconnue par les acteurs de marché qui ont partagé leurs données d'émission, ... à Fluxys Belgium/Fluxys c-grid en tant qu'opérateur neutre. »

Comme déjà spécifié à plusieurs reprises *supra*, la CWaPE émet cependant une réserve sur cet aspect mis en avant par le candidat [REDACTED] et invite Fluxys c-grid et les industriels à clarifier cette situation et à informer les instances wallonnes sur ce point.

Sur la base de ces éléments et compte tenu de la demande formulée à Fluxys c-grid sur ce point qui fera l'objet d'un suivi ultérieur, la CWaPE est d'avis que la candidature de Fluxys c-grid n'est pas contraire à l'article 4, § 2, 2°, décret transport CO₂.

5.4.1.8 Examen des mesures raisonnables que le candidat prendra pour contrôler la qualité et prévenir les émissions de CO₂ (fuites et mise à l'évent), ainsi que réduire l'impact de ses activités sur l'environnement

Il ressort du dossier de candidature que Fluxys c-grid a répondu à ce critère en mettant en avant les éléments suivants :

- La politique en matière de sécurité, de santé et d'environnement (politique Health, Safety & Environment [HSE]) de Fluxys Belgium, à laquelle Fluxys c-grid adhérera ;
- L'installation de points de mesures nécessaires afin de suivre et contrôler les flux et la qualité du CO₂ dans le réseau ainsi que de surveiller et prévenir les émissions ;

- Un réseau CO₂ est, selon la législation européenne, une installation ETS avec toutes les contraintes qui s’y appliquent. Dès lors Fluxys a déjà soumis une proposition de plan de surveillance pour avis à l’AWAC. Une fois en service, la surveillance des émissions du réseau sera réalisée selon le plan approuvé et un rapport annuel des émissions sera établi et soumis à l’autorité compétente ;
- Fluxys c-grid envisage notamment les mesures suivantes déjà appliquées par Fluxys Belgium :
 - Vannes dites « 0 » émission ;
 - Campagnes de surveillance et de détection des fuites (LDAR) ;
 - Mesures limitant les émissions lors des interventions sur le réseau.

L’analyse de la CWaPE sur ce point peut se résumer par les éléments suivants :

- Ces matières sont largement réglementées via entre autres la législation encadrant le système européen d’échange de quotas d’émission (ci-après : “ETS”).
- Fluxys c-grid semble vouloir appliquer au CO₂ les contraintes qui lui sont imposées par la législation pour le gaz naturel dont notamment le règlement européen portant sur la réduction des émissions de méthane dans le secteur de l’énergie (UE 2024/1787) qui impose, entre autres, ces campagnes de surveillance et de détection des fuites. Reste que, conformément à l’article 10 du Décret transport CO₂, il appartient au Gouvernement wallon de fixer les prescriptions générales relatives entre autres aux conditions d’exploitation en ce compris la surveillance et de probablement définir des seuils de détection et d’intervention pour le CO₂.
- A cet égard, il apparaît que l’AWAC serait l’autorité la mieux placée pour prendre position sur cet élément, cette dernière étant compétente en matière d’émissions de CO₂ et autres.
- Il conviendra que Fluxys c-grid soit attentif à cet élément dans le modèle de marché mis en place, les responsabilités contractuelles, la répercussion éventuelle de coûts liés aux fuites et mises à l’évent et les conditions tarifaires.

Sur la base de ces éléments et compte tenu du besoin futur de mise en place d’un cadre contractuel et tarifaire clarifiant les responsabilités en cas de fuites et de mises à l’évent, la CWaPE est d’avis que la candidature de Fluxys c-grid n’est pas contraire à l’article 4, § 2, 2°, du décret transport CO₂.

5.4.1.9 Examen des mesures que le candidat prendra pour préserver la confidentialité des données commercialement sensibles dont il a connaissance dans le cadre de ses activités, et la manière dont il empêchera la divulgation discriminatoire d’informations sur ces activités qui pourraient être commercialement avantageuses

Il ressort du dossier de candidature que Fluxys c-grid a répondu de manière succincte à ce critère, se limitant à des généralités.

Les éléments qui sont mis en avant par le candidat sont les suivants :

- L’expérience de Fluxys Belgium qui a toujours respecté la confidentialité des informations commerciales et le fait que Fluxys c-grid traitera de la même manière les informations qu’elle recueille/recueillera dans l’exercice de ses fonctions de gestionnaire de réseau de transport de CO₂.

- L'élaboration de lignes directrices sur la neutralité, la non-discrimination à l'égard des utilisateurs du réseau et sur la confidentialité (y compris en ce qui concerne les échanges entre les différentes entités juridiques du groupe Fluxys).
- Formation des membres du personnel pour la mise en œuvre de ces lignes directrices.

L'analyse de la CWaPE conclut que les arguments développés par le candidat semblent rencontrer ce critère ; la CWaPE souhaite toutefois obtenir les lignes directrices évoquées une fois celles-ci élaborées et se réserve le droit de demander d'éventuels amendements.

Sur la base de ces éléments, la CWaPE est d'avis que la candidature de Fluxys c-grid est conforme à l'article 4, § 2, 2°, du Décret transport CO₂.

5.4.2 Capacité financière

En ce qui concerne la capacité financière, dans l'appel à candidatures, il était demandé au candidat gestionnaire de réseau de transport CO₂ de fournir les éléments suivants :

« Afin d'attester que les candidats gestionnaires de réseau de transport disposent de la capacité financière requise conformément à l'article 4, § 2, 2° du décret, le dossier de candidature comportera une analyse de la capacité financière sans préjudice de la méthodologie tarifaire et des tarifs à venir, sur une base prospective du candidat :

- 1) *Un plan financier dans lequel il justifie le montant des capitaux propres de départ à la lumière de l'activité projetée de la société pendant une période d'au moins 25 ans. Le plan financier doit au minimum comporter les éléments suivants :*

- i. Un aperçu de toutes les sources de financement à la constitution en ce compris, le cas échéant, la mention des garanties fournies à cet égard, y inclus la maison mère le cas échéant.*

Dans l'hypothèse où le candidat ferait partie d'un groupe économique qui se porterait garant, il importe, pour l'analyse de la capacité financière, d'avoir une vision la plus proche de la représentativité économique de l'activité du groupe. Dans cette hypothèse, le dossier de candidature comprendra une analyse de la capacité financière sur une base historique de la société garante contenant :

- i. Les comptes annuels et le dossier d'entreprise avec une synthèse des comptes annuels, une synthèse des ratios financiers (valeur ajoutée, liquidité, solvabilité, rentabilité) et un indicateur global de santé financière pour les cinq dernières années. Les comptes annuels doivent contenir l'ensemble des données requises pour le calcul des ratios financiers tels que définis par la Banque Nationale de Belgique (1).*
- ii. Les rapports annuels d'activité pour les cinq dernières années.*
- iii. Le calcul du fonds de roulement net, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie nette du candidat pour les cinq dernières années.*
- iv. Une confirmation externe (similaire à celle requise par le réviseur d'entreprise lors de sa validation des comptes annuels) des situations bancaires (par établissement de crédit), y inclus tous les engagements et garanties souscrits (par exemple, hypothèque, garanties bancaires) à la date du dépôt du premier dossier de candidature. Toutefois, si des événements significatifs ayant un impact sur le relevé des situations bancaires ont lieu entre la date de dépôt du premier dossier et la date d'émission de l'avis de la CWaPE, le candidat devra en informer la CWaPE et lui transmettre une pièce justificative externe probante sur ces événements.*
 - ii. Un bilan d'ouverture, ainsi que des bilans projetés à 25 ans (horizon 2050) ;*
 - iii. Un compte de résultats projeté à 25 ans (horizon 2050) ;*

- iv. *Un budget des revenus et dépenses projetés pour une période d'au moins 25 ans (horizon 2050) ;*
- v. *Une description des hypothèses retenues lors de l'estimation du chiffre d'affaires et de la rentabilité prévus ;*
- vi. *Le cas échéant, le nom de l'expert externe qui a apporté son assistance lors de l'établissement du plan financier ;*
- vii. *La description dudit réseau (inventaire des actifs et valorisation) ;*
- viii. *La définition de la mission et de la vision de l'entreprise (a priori uniquement régulé) ;*
- ix. *La stratégie d'entreprise accompagnée d'une analyse des risques (opérationnels, financiers, déficit temporaire au cours des premières années...) ;*
- x. *La démonstration de l'absence de subside croisé.*

Sur la base de ce plan à 25 ans, le candidat démontre qu'il dispose des ressources financières, techniques, matérielles et humaines pour le développement d'un réseau de transport de CO₂ transparent et efficace en anticipant l'évolution de la demande du marché.

Dans le cas d'une société nouvellement constituée, le candidat apportera la preuve que lors de sa constitution, la société dispose de capitaux propres qui, compte tenu des autres sources de financement, sont suffisants à la lumière de l'activité projetée.

- 2) *Le candidat apportera également une analyse sur l'environnement économique et ses impacts sur les acteurs wallons, notamment :*
 - a. *Des analyses comparatives avec les pays limitrophes afin de s'assurer de la faisabilité et de la raisonnable de son plan financier ;*
 - b. *Des analyses comparatives de ses recettes estimées dans son plan financier à 25 ans et du tarif de transport qui en découlera ;*
 - c. *Des analyses sur la compétitivité de ses tarifs/revenus projetés pour ses clients finals par rapport aux tarifs des pays limitrophes.*
- 3) *Le candidat démontrera la viabilité économique du développement du réseau en Région wallonne au regard des points de stockage et de liquéfaction et des éventuelles retombées du transit pour la Wallonie/Belgique. Le candidat expose notamment les modalités envisagées quant à la prise en compte dans la tarification de l'existence de régimes réglementaires différents jusqu'aux points d'exit et quant à la préservation de l'attractivité du réseau et la compétitivité pour les entreprises wallonnes tout en permettant au gestionnaire de couvrir ses coûts.*
- 4) *Le candidat décrira la manière dont il entend disposer des moyens financiers pour la mise en place d'un réseau opérationnel au plus tard en 2029 y compris la manière d'y parvenir. »*

Ces critères sont analysés ci-après.

5.4.2.1 Examen du plan financier dans lequel le candidat GRT CO₂ justifie le montant des capitaux propres de départ à la lumière de l'activité projetée de la société pendant une période d'au moins 25 ans

Fluxys c-grid est une société anonyme constituée en date du 17 novembre 2023 dont le capital s'élève à quatorze millions d'euros représentés par quatorze mille actions, sans valeur nominale, représentant chacune une part égale du capital. Au 31 décembre 2024, le capital libéré de Fluxys c-grid s'élève à sept millions d'euros ; soit 50 %.

L'activité principale de Fluxys c-grid est de développer, construire, posséder, commercialiser, exploiter et entretenir une infrastructure de transport de CO₂ (ou d'autres molécules), c'est-à-dire tout système de transport terrestre dont l'objectif principal est de transporter du CO₂ ou d'autres molécules depuis des points d'injection ou des points d'interconnexion transfrontaliers jusqu'à des points de sortie, de stockage ou des points d'interconnexion transfrontaliers en Belgique ou à l'étranger.

Pour démontrer sa capacité financière, Fluxys c-grid fait référence à différents éléments développés dans son dossier de candidature sous réserve d'un nombre important de conditions et d'hypothèses provisoires et indicatives à ce jour (hypothèses internes en l'absence de cadre réglementaire et tenant compte d'un marché en plein développement, [REDACTED], premiers revenus générés dès la première année d'opération, investissements par phase, mécanisme de préfinancement et de garantie...). En revanche, le candidat ne mentionne aucunement les mesures correctives et adaptatives qui seraient mises en place en cas de non-survenance de ces hypothèses.

Un élément majeur du dossier de candidature réside dans le fait que le candidat envisage différentes phases de développement du réseau de CO₂ en fonction de la demande du marché mais d'une part sans tenir compte de l'effet volume dans son plan financier, et d'autre part, sans répondre aux attentes de toutes les parties ayant manifesté leur intérêt en Région wallonne. Les états financiers indicatifs fournis par le candidat concernent principalement la phase 1 du plan de développement et permettent difficilement de se prononcer sur la capacité financière globale du candidat dans le cadre d'un réseau couvrant l'entièreté de la Région wallonne et capitalisant également sur les volumes de transit.

Par ailleurs, Fluxys c-grid est une société nouvellement constituée et, dans ce contexte, ne peut pas transmettre ses propres bilans, comptes annuels et compte de résultats. L'annexe 14 du dossier de candidature contient donc les rapports annuels 2019 à 2023 de son actionnaire principal, Fluxys Belgium.

Les éléments qui sont mis en avant par le candidat sont les suivants :

- Fluxys c-grid dispose d'une capacité financière par le biais de ses actionnaires comme repris par Fluxys c-grid dans son dossier de candidature : *« Les relevés bancaires appropriés montrant que Fluxys c-grid dispose actuellement d'une capacité financière et économique suffisante pour lancer la première phase du plan de développement proposé se trouvent à l'annexe 4. Pour la suite du développement, Fluxys c-grid dispose d'une capacité financière suffisante par le biais de ses actionnaires, comme il ressort des comptes annuels les plus récents de Fluxys Belgium, qui montrent que Fluxys Belgium, en tant qu'actionnaire principal de Fluxys c-grid, est une entreprise financièrement solide qui, de ce fait, contribue donc également à la solidité financière de Fluxys c-grid ».*
- Notons toutefois que, bien que Fluxys c-grid bénéficie du soutien de ses actionnaires :
 - ce soutien ne s'inscrit pas dans l'hypothèse d'un groupe économique qui se porterait garant pour Fluxys c-grid ;
 - aucune décision finale d'investissement n'a été prise en vue du développement du réseau de transport de CO₂ en Région wallonne (cette décision serait prise en mi-2026 -estimation du candidat - selon le dossier de candidature).
- Fluxys Belgium, actionnaire principal, est une entreprise financièrement solide, sans rating externe et avec d'excellents ratios de solvabilité, qui de ce fait, contribue donc à la solvabilité de Fluxys c-grid.

Comme repris par Fluxys c-grid dans son dossier de candidature : *« Conformément à sa stratégie visant à faciliter un système énergétique 100 % neutre en carbone d'ici 2050, Fluxys Belgium a l'ambition de veiller à ce que le réseau de Fluxys c-grid dispose des ressources financières nécessaires pour exécuter*

son plan d'investissement, à condition que ce plan ait été développé sur la base des besoins du marché tels qu'ils sont actuellement estimés et sous réserve :

- i. d'une décision d'investissement finale basée sur une analyse coûts-bénéfices positive et*
- ii. d'un rapport risque-rendement acceptable, ceci en tenant compte des engagements des acteurs du marché ainsi que des mesures suffisantes de mitigation des risques (par exemple des subsides). »*

- En ce qui concerne l'existence de subsides et leur répartition entre régions, Fluxys c-grid a indiqué dans son dossier de candidature et dans ses réponses aux questions de la CWaPE :
 - *« Les subsides déjà accordés concernent environ [REDACTED] de subsides européens dans le cadre de la Connecting Europe Facility pour le projet « Ghent Carbon Hub Studies », plus précisément pour des études sur la construction d'un réseau de transport de CO₂ de la province du Hainaut vers le port de Gand ».*
 - *« Une fois que les subsides auront été définitivement accordés à Fluxys c-grid (c.-à-d. quand les investissements subsidiés correspondants auront été réalisés et approuvés par les autorités de subvention), ils seront attribués à la région concernée sur base de la nature et de la destination des coûts. Par exemple, des subsides accordés pour des coûts liés à une étude technique d'une canalisation dans la Région wallonne seront entièrement attribués à la Région wallonne ».*
 - Fluxys c-grid envisage 3 phases de développement du réseau de CO₂. Le développement de la phase 1 consiste en un réseau vapeur Brakel-Mons et Tournai-Gibecq. La phase suivante (phase 2) est constituée du réseau vapeur Mons-Liège. Le développement de la dernière phase (phase 3) consiste en un réseau dense reliant le point frontalier avec l'Allemagne à Zeebrugge. Chaque phase sera développée en fonction de la demande du marché.
 - Fluxys c-grid précise que ses états financiers en tant que société reprendront les investissements en Flandre et en Wallonie. Le bilan et le compte de résultats présentés dans le dossier de candidature reprennent une illustration des activités de Fluxys c-grid en Wallonie uniquement pour la phase 1. Les états financiers indicatifs sont fournis sur plus de 25 ans (2023-2050), le niveau de maturité du projet ne permet à ce stade pas de bilan plus détaillé.
 - Un contrat de « cash pooling » a été mis en place entre Fluxys Belgium (rectifié dans la réponse apportée le 12 mai 2025 par Fluxys SA) et Fluxys c-grid.
 - Fluxys c-grid précise que le [REDACTED].
 - Fluxys c-grid, en ce qui concerne le tarif, précise qu'elle « souhaite que les tarifs soient transparents, non-discriminatoires et équitables pour les utilisateurs. Fluxys c-grid propose dès lors de répartir la récupération des coûts du réseau CO₂ sur une période plus longue qu'une seule période tarifaire, ce que permet un modèle IRR (« internal rate of return »). Cette proposition devrait veiller :
 - à proposer des tarifs raisonnables et prévisibles aux utilisateurs initiaux, contribuant à créer un climat d'investissement favorable aux objectifs de décarbonation et,
 - par ailleurs, à ce que les futurs utilisateurs contribuent dûment aux coûts initiaux de développement du réseau CO₂. ».
- Fluxys c-grid précise : « il est dès lors possible de travailler sur un modèle tarifaire pluriannuel s'étalant sur une période assez longue. Un modèle tarifaire et un plan financier s'étalant sur une période de 20 ans, voire 25 ans, peut être développé. Ce modèle devra toutefois être revu à échéance régulière sur base des développements du marché, du plan d'investissements, du montant de coûts à recouvrer, ... Des mesures seront en outre nécessaires pour limiter les risques financiers supportés par le gestionnaire du réseau de CO₂ au niveau du recouvrement des coûts. Ces mesures seront à développer dans le cadre de l'établissement des méthodologies de répartition intertemporelle et tarifaire avec la CWaPE ».

- Dans son dossier de candidature, Fluxys c-grid indique également que :
« Fluxys c-grid est une société anonyme (c.-à-d. une société à responsabilité limitée). Fluxys Belgium supporte entièrement le développement et la stratégie de sa filiale.

Le Incorporation and Shareholders Agreement dd. 16 novembre 2023 (ci-après : le « SHA ») prévoit un mécanisme de financement en vertu duquel

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

Par conséquent, sur la base de ce qui précède, il est clair que Fluxys c-grid bénéficie du soutien de ses actionnaires et notamment de Fluxys Belgium, mais que ce soutien ne s'inscrit pas dans l'hypothèse d'un groupe économique qui se porterait garant ».

Tout en précisant néanmoins que : « Fluxys Belgium est une entreprise qui présente d'excellents ratios de solvabilité :

	2024	2023	2022	2021	2020
Solvabilité (quotient (i) de l'endettement financier net et (ii) de la somme des capitaux propres et de l'endettement financier net)	21%	26%	43%	57%	58%
Couverture des intérêts (quotient (i) de la somme des FFO et dépenses d'intérêt et (ii) des dépenses d'intérêt)	9,96	17,07	21,39	6,75	5,61
Endettement financier net/RAB étendue (quotient (i) de l'endettement financier net et (ii) de la RAB étendue)	5%	7%	17%	28%	28%
FFO/endettement financier net (quotient (i) des FFO et (ii) de l'endettement financier net)	183%	251%	144%	25%	20%
RCF/endettement financier net (quotient (i) du RCF et (ii) de l'endettement financier net)	121%	206%	125%	13%	10%

Source : Rapport annuel 2023 Fluxys Belgium et site Internet Fluxys Belgium pour les ratios 2024

L'analyse de la CWaPE sur ce point peut se résumer par les constats et les besoins de contrôles futurs suivants :

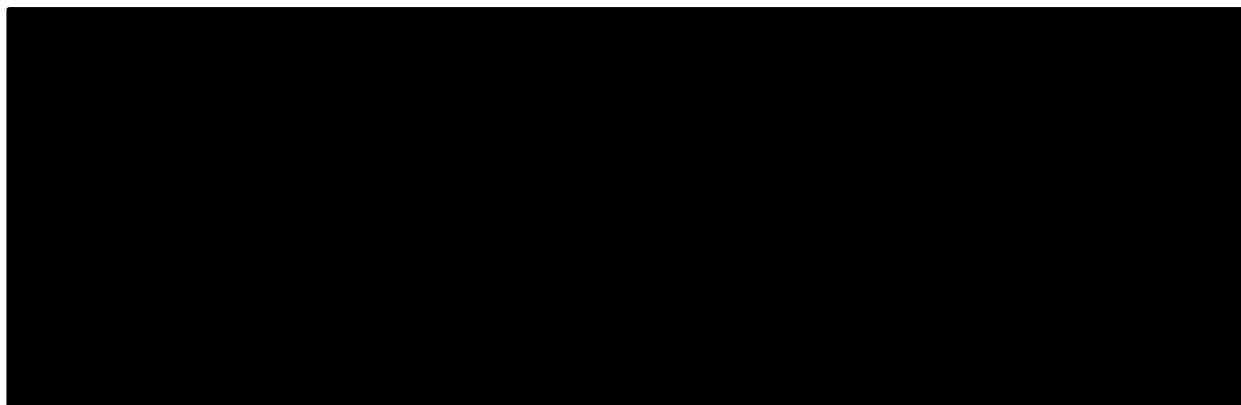
- Fluxys c-grid met en avant la solidité financière de son actionnaire majoritaire en mettant en avant les ratios de solvabilité de ce dernier, tout en précisant que les actionnaires ne se porteront pas garant pour Fluxys c-grid [REDACTED]. Il n'y a pas eu d'autres ratios financiers communiqués.
- Les hypothèses retenues par Fluxys c-grid ne sont pas vérifiées et il n'y a pas de scénarii alternatifs permettant d'appréhender le plan financier de Fluxys c-grid si d'autres hypothèses sont finalement retenues.

Le capital actuel de 14 millions d'euros (dont la moitié a été libérée) est uniquement prévu pour réaliser des études mais est insuffisant pour couvrir les besoins d'investissements de la première phase du plan de développement ([REDACTED]). Même si Fluxys c-grid soutient que « Fluxys c-grid dispose d'une capacité financière suffisante par le biais de ses

actionnaires », il y a lieu de souligner que Fluxys c-grid devrait bénéficier du support de ses actionnaires mais actuellement, aucune décision finale d'investissement (FID) n'a été prise en vue du développement du réseau de transport de CO₂ et il n'existe actuellement aucun accord contenant les conditions de financement fixées par Fluxys Belgium et les autres actionnaires pour Fluxys c-grid.

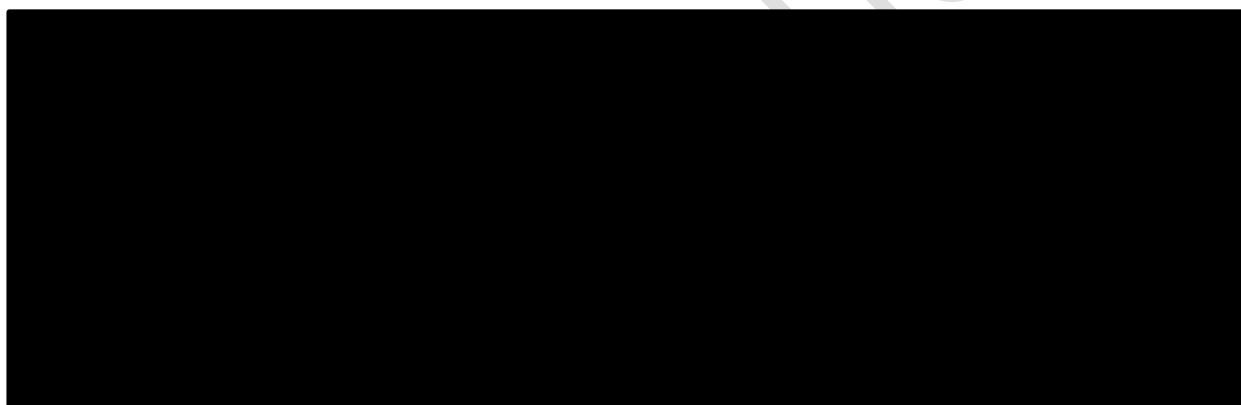
- En ce qui concerne le traitement de subsides, ceux-ci seront attribués à la région concernée sur la base de la nature et de la destination des coûts.
- Comme Fluxys c-grid l'a précisé dans sa candidature, le contrat de *cash pooling* mis en place entre Fluxys SA et Fluxys c-grid devrait permettre une gestion plus efficace des liquidités., sans pour autant être un moyen de financement structurel et avec une marge en cas de 'balance négative'.
- Le groupe ne se portant pas garant pour Fluxys c-grid, faire référence aux actionnaires pour démontrer la capacité financière apparaît donc moins pertinent.
- La capacité de financement par le biais des actionnaires de Fluxys c-grid [REDACTED] se fera sur la base du *Incorporation and shareholder's Agreement* (SHA) – repris en annexe des réponses apportées par Fluxys c-grid aux questions complémentaires de la CWaPE – daté du 16 novembre 2023 prévoyant des budgets préapprouvés et sous condition d'une analyse coûts-bénéfices positive et d'un rapport risque-rendement acceptable. Les analyses coûts-bénéfices et risque-rendement ne seront faites qu'au moment de la décision finale d'investissement Il n'y a donc pas de garantie sur les investissements prévus dans la projection à 25 ans du plan financier repris dans le dossier de candidature et reposant par ailleurs sur un scénario unique.
- Les bilans et les comptes de résultats :
 - tiennent compte d'un scénario unique de développement du réseau sans alternative ;
 - ne tiennent compte que de la phase 1 envisagée ;
 - à la suite des questions complémentaires posées, Fluxys c-grid a transmis un plan financier qui comprend les phases 1 (Brakel-Tournai/Mons) et 2 (Mons-Liège) du plan.
- Les hypothèses retenues par Fluxys c-grid ne sont pas vérifiées et il n'y a pas de scénarii alternatifs permettant d'appréhender le plan financier de Fluxys c-grid si d'autres hypothèses sont finalement retenues.
- La CWaPE prend note la durée de vie économique de 20 années utilisée dans le plan financier de Fluxys c-grid (durée alignée sur les contrats) pour les nouvelles canalisations et les canalisations réaffectées mais ne se prononce pas sur cette durée choisie par le candidat gestionnaire. La question de l'utilisation des durées de vie des canalisations de transport de CO₂ fera l'objet d'analyses plus approfondies dans le cadre de la fixation des futurs tarifs de transport. La CWaPE note également l'amortissement proportionnel aux volumes, afin de tenir compte de la faiblesse de ceux-ci au début de l'activité.
- Une fois la phase 1 du réseau de transport de CO₂ opérationnelle (2030), les premiers revenus généreront immédiatement un bénéfice net, la hauteur des tarifs retenus initialement et leur attractivité commerciale/concurrentielle étant calibrée et financée par un mécanisme de *funding gap*. Dans le deuxième plan financier qui comprend la phase 1 et phase 2, la première année (2030) est en perte et les années suivantes sont en bénéfice jusqu'en 2050.
- Les indications précisées par le candidat sur un modèle tarifaire pluriannuel devront faire l'objet d'analyses et de questions plus approfondies de la CWaPE à un stade ultérieur.

Tableau – compte de résultats projeté par Fluxys c-grid à horizon 2050 (phase 1)

A large black rectangular box redacting the content of the table.

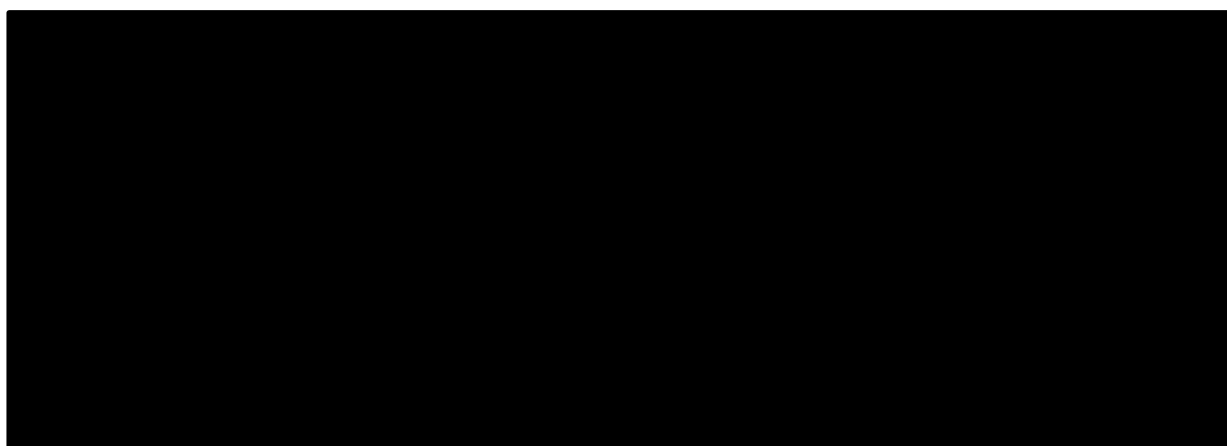
Source : Fluxys c-grid

Tableau – compte de résultats projeté par Fluxys c-grid à horizon 2050 (phase 1+phase 2)

A large black rectangular box redacting the content of the table.

Source : Fluxys c-grid

Graphique – Répartition des CAPEX de la phase 1



Source : Fluxys c-grid

Graphique - Volumes commerciaux estimés sur la phase 1



Source : Fluxys c-grid

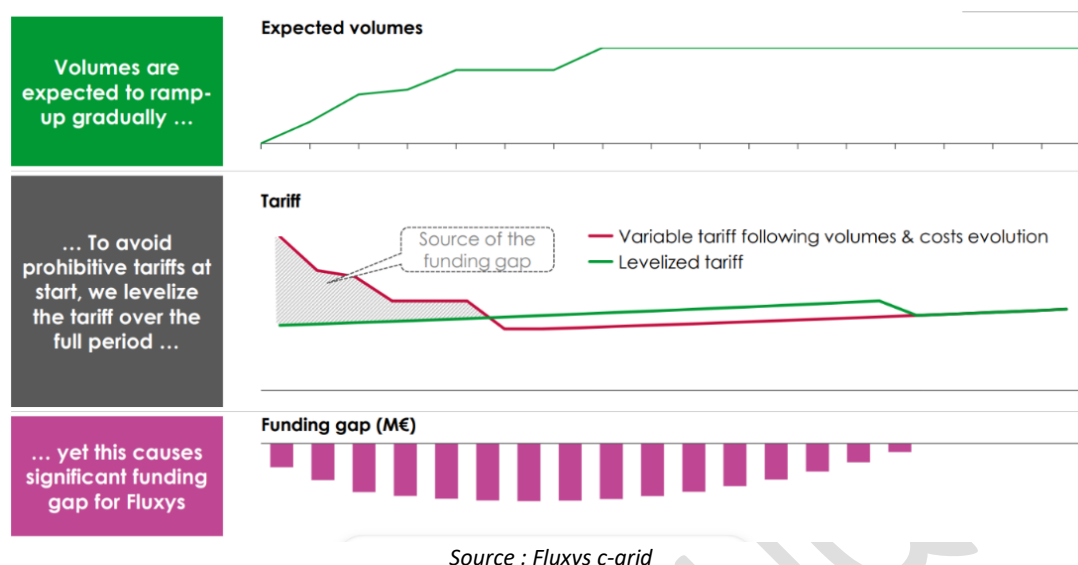
- Fluxys c-grid compte développer chaque phase de son réseau en fonction de la demande du marché mais requiert néanmoins un mécanisme de préfinancement et de garantie afin de ne pas être exposé au risque de volume sans proposition concrète (*funding gap*).

Le principe de *funding gap* envisagé par Fluxys c-grid peut être schématisé et présenté comme suit :

- une période pluriannuelle qui peut s'étaler sur une période de 20 ans voire 25 ans ;
- des volumes de CO₂ qui évoluent selon les raccordements des émetteurs et selon les volumes contractés ;
- des tarifs nivelés (stables et indexés) qui ne fluctuent pas selon les volumes de chaque année ; les tarifs pouvant être inférieurs certaines années à ce qu'il aurait fallu qu'ils soient pour récupérer les charges de l'année. Comme le précise Fluxys c-grid dans son dossier de candidature, « *cette approche permettra de ne pas faire payer un prix supérieur aux premiers clients en faisant participer les clients ultérieurs aux coûts de développement initiaux d'un réseau dont le design tient compte des besoins futurs* ».

- un *funding gap* qui est la conséquence des éléments précités.

Schéma du funding gap élaboré par Fluxys c-grid



Fluxys c-grid soutient que ces informations auraient démontré sa capacité financière à développer un réseau de transport de CO₂. Si le candidat peut se prévaloir de la capacité économique et financière de ses actionnaires, majoritairement Fluxys Belgium. Il conviendra néanmoins de surveiller les conditions et critères de financement indiqués dans le dossier de candidature tels que « une rentabilité appropriée », « un rapport risque-rendement acceptable », « des décisions finales d’investissements » ou « des mécanismes de préfinancement », qui ne sont pas définies et dont la CWaPE souhaite avoir connaissance dès que possible disponibles. Fluxys c-grid et le futur réseau sont donc entièrement dépendants de l’engagement financier des sociétés liées.

La CWaPE attire l’attention du Gouvernement wallon sur le fait que les hypothèses et les paramètres financiers devront être approfondis et transmis si Fluxys c-grid est désigné comme gestionnaire du réseau de transport, en tenant compte e.a. de la manière dont le marché évolue.

Compte tenu de ce qui précède, vu le peu de capital actuellement dans Fluxys c-grid et les capitaux très importants à appeler auprès des actionnaires pour réaffecter/réaliser chaque tronçon de réseau et les raccordements associés,

[REDACTED] : il n’y a donc pas de garantie et d’engagement du candidat gestionnaire sur les investissements figurant dans la projection à 25 ans du plan financier reposant par ailleurs sur un scénario unique et couvrant la phase 1 du réseau.

Par ailleurs, la mise à disposition effective de capitaux à Fluxys c-grid pose la question du risque d’arbitrage entre un investissement dans Fluxys c-grid et d’autres investissements que les actionnaires pourraient devoir effectuer au même moment, ce qui mettrait à risque l’activité. Fluxys c-grid estime que la décision finale d’investissement de la phase 1 pourrait être prise mi-2026, signifiant que les injections de capitaux des actionnaires devraient démarrer à partir de ce moment.

Sur la base de ces éléments, considérant que l’activité, au stade de développement actuel, peut se satisfaire de la capacité financière actuelle de Fluxys c-grid – aucune décision d’investissement n’ayant été prise – et qu’un suivi très régulier sera nécessaire en cas de désignation, la CWaPE est d’avis que la candidature de Fluxys c-grid est conforme à l’article 4, § 2, 2°, du Décret transport CO₂.

5.4.2.2 Examen des différents éléments relatifs l'analyse sur l'environnement économique et ses impacts sur les acteurs wallons

Les éléments qui sont mis en avant par le candidat sont les suivants :

- Le marché CO₂ étant en plein développement, il y a, à ce jour, très peu de bases de comparaison avec les pays limitrophes.
- Il n'existe pas à ce stade d'information publique sur les tarifs de transport de CO₂ des pays limitrophes qui pourraient poser des questions de compétitivité des tarifs estimés pour le réseau en Wallonie.

L'analyse de la CWaPE sur ce point est la suivante :

La CWaPE considère sur la base des éléments transmis par le candidat gestionnaire que Fluxys c-grid n'a pas transmis d'analyse probante sur l'environnement économique et ses impacts sur les acteurs wallons ; toutefois, cet élément n'est pas le facteur prédominant afin de juger de la capacité financière du candidat gestionnaire de réseau de transport de CO₂.

La CWaPE est donc d'avis que l'absence d'analyse sur l'environnement économique et les impacts sur les acteurs wallons n'est pas constitutif d'un frein au respect de l'article 4, § 2, 2°, décret transport CO₂ par Fluxys c-grid.

À supposer que Fluxys c-grid soit désigné comme gestionnaire du réseau de transport, il devrait être incité à continuer à surveiller l'environnement économique et ses impacts sur les acteurs wallons en étroite collaboration avec le Gouvernement, l'AWAC et la CWaPE. La CWaPE souligne l'importance de la mise en place par le régulateur et les autres instances compétentes d'obligations de rapportage étendues à rencontrer par le gestionnaire désigné et selon une fréquence et des modalités à déterminer.

5.4.2.3 Examen de la démonstration par le candidat GRT CO₂ de la viabilité économique du développement du réseau en Région wallonne au regard des points de stockage et de liquéfaction et des éventuelles retombées du transit pour la Wallonie/Belgique

Les éléments qui sont mis en avant par le candidat sont les suivants :

- Pour les secteurs dits « hard-to-abate » (par exemple l'acier, le ciment, la chaux, les industries pétrochimiques...), l'option de décarbonation la plus évidente est le CCS (et quand c'est possible le CCU), c'est-à-dire le captage, le transport et le stockage du CO₂. Cette industrie à forte consommation d'énergie est soumise au système européen d'échange de quotas d'émission, qui impose le paiement d'un certain prix par tonne de CO₂ émis. Ce prix est soumis aux lois du marché. En 2024, le prix du Système Communautaire d'Echange de Quotas d'Emission (« SCEQE ») a fluctué entre 60 et 80 €/tonne de CO₂. Certaines prévisions prévoient que ce prix pourrait augmenter à l'avenir pour atteindre 100-150 €/tonne de CO₂ en 2030. Selon certaines analyses, le coût du CCUS pour le captage, le transport et le stockage du CO₂ est estimé à 115-165 €/tonne de CO₂ en 2030. Si le coût de la chaîne de valeur du CCUS est inférieur au prix du système d'échange de quotas d'émission, l'analyse de rentabilité est économiquement viable.
- Dans le cas contraire, des mesures de support sont nécessaires afin de soutenir la décarbonation de l'industrie.

- Le coût de transport du CO₂ est fortement dépendant des volumes contractés ainsi que de la distance entre le point d'injection et le point d'exit. Fluxys c-grid a consulté largement le marché afin d'agréger un maximum de volumes. Les régimes réglementaires de tarification à appliquer seront discutés avec les régulateurs régionaux qui se concerteront. Les volumes de transit impacteront favorablement à tout le moins le coût d'exit pour les industriels belges par les volumes complémentaires apportés. Il est à souligner que les coûts de transport de CO₂ entre le point d'injection et le point d'exit ne représente qu'une faible partie de la chaîne de valeur.

L'analyse de la CWaPE sur ce point peut se résumer par les constats suivants :

- La viabilité économique du développement du réseau et de l'ensemble de la chaîne de valeur du CCS est étroitement liée au prix par tonne de CO₂ émis dans le cadre du système européen d'échange de quotas d'émission ;
- En cas de prix insuffisant, les risques seraient trop importants pour d'une part le gestionnaire de réseau et d'autre part le client industriel. En résumé : l'industrie préférera payer le prix de la tonne de CO₂ émise plutôt que de payer le captage, le transport et le stockage (ou la réutilisation) du CO₂ si ce dernier n'est pas suffisamment attractif, mettant potentiellement plus largement à mal le maintien à terme de l'activité industrielle. Sans préjudice de l'évolution future du prix par tonne de CO₂ émis dans le cadre du système européen d'échange de quotas d'émission, et s'agissant d'une activité nouvellement créée, il est probable qu'un mécanisme/des mécanismes de soutien devront être envisagés pour permettre la viabilité économique de cette activité ;
- Le coût de transport du CO₂ est fortement dépendant des volumes contractés ainsi que de la distance entre le point d'injection et le point d'exit. Pour mitiger ce risque, Fluxys c-grid a consulté largement le marché et recueilli des 'expressions d'intérêt' et 'engineering agreement' et propose un développement phasé du réseau. Fluxys c-grid a précisé que "les volumes de transit impacteront favorablement à tout le moins le coût d'exit pour les industriels belges par les volumes complémentaires apportés" sans toutefois en tenir compte dans ses projections financières.

La CWaPE attire l'attention du Gouvernement sur l'opportunité de la mise en place de mécanismes de soutien pour permettre la viabilité économique du transport de CO₂ en Région wallonne. A cet égard, d'autres pays (Pays-Bas, France...) ont mis/prévoient de mettre en place des mécanismes de type "contract for difference". Le rapport du consultant NERA commandité par la CWaPE fin 2024, transmis par la CWaPE à la Ministre de l'énergie et à l'AWAC le 20 mars 2025, décrit les mécanismes de soutien dans les pays et régions limitrophes à la Région wallonne.

Sur la base de ces éléments, la CWaPE est d'avis que la candidature de Fluxys c-grid est conforme à l'article 4, § 2, 2°, du Décret transport CO₂ tout en ne pouvant pas matériellement démontrer la viabilité économique du réseau, celle-ci étant dépendante de facteurs exogènes.

5.4.2.4 Examen de la manière dont le candidat GRT CO₂ entend disposer des moyens financiers pour la mise en place d'un réseau opérationnel au plus tard en 2029 y compris la manière d'y parvenir

Cf. *Supra* point 5.2.2.1 - Examen du plan financier dans lequel le candidat GRT CO₂ justifie le montant des capitaux propres de départ à la lumière de l'activité projetée de la société pendant une période d'au moins 25 ans.

5.5 La capacité du candidat à assurer l'équilibrage du réseau qu'il exploite

Ce point est traité au point *supra* 5.4.1.2, duquel il ressort selon la CWaPE, que la candidature de Fluxys c-grid est conforme à l'article 4, § 2, 3°, du Décret transport CO₂.

5.6 L'expérience du candidat dans la gestion d'un réseau accessible aux tiers

Pour ce point, la CWaPE renvoie à la section '5.1. L'expérience du candidat dans la gestion d'un réseau de transport ou de distribution de produits dans un état gazeux, liquide ou autre' *supra*, qui traite également ce point.

Sur la base de ces éléments et considérant le lien entre Fluxys c-grid et Fluxys Belgium, la CWaPE est d'avis que la candidature de Fluxys c-grid est conforme à l'article 4, § 2, 4°, du Décret transport CO₂.

5.7 La qualité du plan de développement déposé par le candidat, et notamment la fiabilité, la couverture géographique, la rapidité et le coût avec lesquels le candidat est en mesure de déployer le réseau de CO₂, en tenant compte du calendrier dans lequel les autorisations requises sont obtenues par le candidat et, le cas échéant, de la réutilisation de réseaux ou de canalisations existants

Il ressort de l'appel à candidature que :

« La candidature doit comporter un premier plan de développement au sens de l'article 23 du décret :

« Le plan de développement couvre une période d'au moins dix ans et est révisé chaque année.

Le plan de développement du réseau de CO₂ inclut une estimation détaillée des besoins actuels et futurs en capacités, montre que le gestionnaire de réseau de CO₂ ou le gestionnaire de ramification locale de CO₂ est en mesure de développer un réseau de CO₂ ou une ramification locale de CO₂ répondant à ces besoins sur les plans économiques et techniques et contient un programme d'investissement, avec les objectifs suivants :

- 1° desservir et interconnecter les sites ou pôles industriels de la Région wallonne ;*
- 2° offrir des capacités de transport qui permettent de transporter les quantités de CO₂ ;*
- 3° interconnecter le réseau de CO₂ avec les ramifications locales de CO₂ existantes ou planifiées dans les autres régions et dans les pays voisins et, le cas échéant, les terminaux de liquéfaction ».*

Le candidat fournit une note permettant de démontrer le respect des conditions précitées.

En sus de ces critères, le candidat démontre que le plan de développement permet la mise en place d'un réseau opérationnel pour 2029 au plus tard. »

Les éléments qui sont mis en avant par le candidat sont les suivants :

- Plan de développement commercial :
 - processus coopératif avec les émetteurs initié en 2021 pour déterminer les besoins en capacité (soutenu par des manifestations d'intérêt et des lettres de soutien) ;
 - principes fondamentaux du modèle commercial : libre accès, offre de services efficaces et abordables, opérateur neutre ;
 - modèle tarifaire : base capacitaire, reflet des coûts et tarifs nivelés dans le temps (pour éviter des tarifs élevés les premières années de plus faible demande).
- Plan de développement technique :
 - phase de conception : répondre aux critères définis dans le code technique relatif aux mesures de sécurité à prendre lors de la conception et de la construction (publié au *Moniteur belge*). Bien qu'il ne s'applique pas en tant que tel au CO₂, ces bonnes pratiques sont pertinentes pour le transport de CO₂ ;
 - phase de construction : permis, droit de passage, préparation du terrain, assemblage, tranchée, pose, essais et finitions ;
 - gestion des urgences : surveillance (dispatching 24h/24) et plan d'urgence ;
 - entretien : réseau, comptage, protection cathodique ;
 - surveillance des travaux de tiers à proximité ;
 - mise hors service : réaffectation, démantèlement, cession, inertage.
- Plan de développement financier : cf. §5.4.2.1.
- Plan de développement organisationnel : cf. §5.4.1.1.

L'analyse de la CWaPE sur ce point peut se résumer par les éléments suivants :

Fluxys c-grid a présenté un projet de réseau qualifié d'indicatif par le candidat gestionnaire, prévu en plusieurs phases. La CWaPE fait le constat que la description de ce projet de réseau est relativement sommaire et peu étayée :

- La première phase qui devrait s'étaler de 2027 à 2029 permettra de développer un premier réseau (vapeur) depuis le point de sortie vers la Flandre (localisé à Brakel) et de connecter les principaux émetteurs des régions de Tournai à Mons. Ceux-ci ne sont pas clairement identifiés par Fluxys c-grid mais la CWaPE pense en avoir identifié trois. Un quatrième candidat ayant signé une expression d'intérêt ne semble toutefois pas avoir été repris bien que Fluxys c-grid indique qu'« aucun site n'est exclu du réseau ». Pour cette phase, Fluxys c-grid envisage d'initier les démarches administratives pour obtenir les autorisations :
 - fin 2025 – début 2026 : pour le tronçon entre Brakel et Mons ;
 - en 2027 : pour la connexion entre Tournai et Mons.
- Dans un deuxième temps au-delà de 2029 (qui comprendrait une phase 2 et une phase 3 encore très peu détaillées), il est envisagé de prolonger ce premier réseau vers les émetteurs des régions de Charleroi et Namur (phase 2 du réseau vapeur). Une phase 3 comprendrait un réseau de transport de CO₂ « dense » qui interconnecterait l'Allemagne et les Pays-Bas aux points de sortie de Gand et de Zeebrugge tout en passant par la région liégeoise. Le fait de distinguer réseau dense et vapeur vient du fait que pour ce dernier, Fluxys c-grid compte réaffecter des conduites existantes, exploitées à pression moins élevées que le réseau dense, et ce afin de maîtriser les coûts d'investissements.

La CWaPE relève qu'au stade de cet appel à candidatures, il subsiste encore beaucoup d'incertitudes (sur les utilisateurs potentiels du réseau, sur les volumes de CO₂ concernés, sur le tracé précis de l'infrastructure du réseau, sur les points de sortie et sur le dimensionnement technique du réseau) et que, par conséquent, il est difficile pour Fluxys c-grid de fournir des informations précises sur le plan

de développement. La vision, bien qu'encore très sommaire, est un peu plus détaillée pour la première phase de développement (horizon 2029). En revanche, le plan de développement pour la phase suivante est moins développé. Il est à noter que Fluxys c-grid, dans son dossier de candidature, a indiqué que : « *Le plan de développement actuel a été préparé sur la base de la demande du marché.*

Si la demande du marché, concrétisée par des engagements de ces émetteurs, devait évoluer, le plan de développement du réseau serait revu ».

La CWaPE relève que, selon le Décret transport CO₂, le plan de développement couvre une période d'au moins dix ans et inclut notamment une estimation détaillée des besoins actuels et futurs ; ce qui n'est pas vraiment le cas des informations communiquées par Fluxys c-grid.

Sur la base de ces éléments, la CWaPE est d'avis que la candidature de Fluxys c-grid n'est pas contraire à l'article 4, § 2, 5°, du Décret transport CO₂.

La CWaPE vérifiera que le plan de développement, qui lui sera soumis le cas échéant après désignation du gestionnaire de transport de CO₂ conformément à l'article 23 du Décret transport CO₂, soit plus détaillé et réponde précisément au prescrit de cet article.

Au niveau de la couverture géographique, compte tenu de ce qui précède, la CWaPE attire également l'attention du Gouvernement sur le fait que l'inclusion dans le dossier de candidature de deux plans high level (phase 1 et phase 2, cette dernière qualifiée par Fluxys c-grid d'indicative) couvrant l'ensemble de la dorsale de la Région wallonne (Tournai-Mons-Charleroi-Namur et Liège) ne signifie pas que le candidat prend pour acquis que le réseau sera effectivement construit, les décisions d'investissement et d'injection des capitaux dans Fluxys c-grid dépendant, selon le candidat, de son actionnariat de Fluxys c-grid.

La CWaPE souligne également l'importance d'adopter rapidement les arrêtés d'exécution du Décret Transport CO₂ fixant les règles et délais de procédure d'élaboration, d'approbation et de publication du plan de développement, conformément à l'article 23 dudit Décret. La CWaPE se tient à disposition du Gouvernement pour le conseiller dans cette tâche.

5.8 La capacité du candidat à répondre aux exigences d'indépendance et de composition de son actionnariat visées à l'article 5 du Décret transport CO₂ (lire « article 6 »)

Les exigences en termes d'indépendance et de composition de l'actionnariat du gestionnaire de réseau de CO₂ sont détaillées à l'article 6 du Décret transport CO₂ comme suit :

« § 1er. Le gestionnaire de réseau de CO₂ dispose soit d'un droit de propriété soit d'un droit d'usage du réseau de CO₂ qu'il exploite.

§ 2. Le gestionnaire de réseau de CO₂ est indépendant, en ce qui concerne sa forme juridique, des sociétés qui exercent une activité d'émission dans un secteur compétitif ou une activité de réutilisation du CO₂.

Une société visée à l'alinéa 1er ne peut détenir des parts représentatives du capital du gestionnaire de réseau de CO₂.

§ 3. Un ou plusieurs pouvoirs publics détiennent, seuls ou ensemble, minimum cinquante pour cent plus une des parts représentatives du capital du gestionnaire de réseau CO₂ et au minimum cinquante pour cent plus un des droits de vote. Cette détention peut être directe ou indirecte

par le biais d'entités dans lesquelles un ou plusieurs pouvoirs publics détiennent, seuls ou ensemble, minimum cinquante pour cent plus une des parts représentatives du capital et au minimum cinquante pour cent plus un des droits de vote.

Pour l'application de l'alinéa 1er, l'Etat, les Régions, les Communautés, les autorités locales, dont les communes, les provinces, les intercommunales et les centres publics d'action sociale, ainsi que tout organisme de droit public qui dépend des pouvoirs publics précités sont considérés comme des pouvoirs publics. Les organismes dont plus de la moitié des membres de leur organe d'administration, de direction ou de surveillance sont désignés par un pouvoir public sont considérés comme dépendant d'un pouvoir public ».

Ces critères sont examinés ci-après.

5.8.1 Droit de propriété ou d'usage

Il ressort de l'article 6, § 1^{er}, du Décret transport CO₂ que le gestionnaire de réseau de CO₂ doit disposer soit d'un droit de propriété soit d'un droit d'usage du réseau de CO₂ qu'il exploite.

Les documents demandés dans l'appel à candidature afin de vérifier la conformité à ce critère étaient :

- « La liste de toutes les canalisations destinées au transport de CO₂ qui sont déjà la propriété du candidat ou sur lesquelles il dispose d'un droit d'usage, en ce compris celles qui sont déjà en construction ou pour lesquelles une décision d'investissement a été prise, avec mention de leurs spécifications (diamètre, pression, matériau, situation, longueur) ;
- La liste des canalisations dont le candidat s'engage à devenir propriétaire ou sur lesquelles il s'engage à disposer d'un droit d'usage pour constituer le réseau de CO₂. ».

Il ressort du dossier de candidature que Fluxys c-grid n'a pas encore, au moment du dépôt de sa candidature, pris de décision d'investissement pour le développement du réseau wallon de CO₂. Fluxys c-grid ne dispose dès lors pas encore de canalisations dédiées au transport de CO₂ et n'est pas non plus en mesure d'établir une liste précise de canalisations dont il s'engagerait à devenir propriétaire ou sur lesquelles il s'engagerait à disposer d'un droit d'usage.

Fluxys c-grid mentionne toutefois la possibilité d'utiliser à terme les canalisations faisant partie du réseau de transport de gaz naturel de son actionnaire principal, Fluxys Belgium, dont une grande partie pourrait être réaffectée à long terme au transport de CO₂.

Par courrier du 4 avril 2025, la CWaPE a demandé à Fluxys c-grid de lui transmettre son engagement formel à acquérir un droit d'usage ou de propriété sur le réseau de CO₂ qu'il exploiterait.

Par courrier du 12 mai 2025, Fluxys c-grid a communiqué l'engagement demandé.

Sur la base de ces éléments, la CWaPE est d'avis que la candidature de Fluxys c-grid n'est pas contraire à l'article 4, § 2, 6°, du Décret transport CO₂ en ce qu'il renvoie à l'article 6, § 1^{er}.

5.8.2 Indépendance

5.8.2.1 Indépendance en ce qui concerne la forme juridique

Il ressort de l'article 6, § 2, alinéa 1^{er}, du Décret transport CO₂ que le gestionnaire de réseau de CO₂ doit être « indépendant, en ce qui concerne sa forme juridique, des sociétés qui exercent une activité d'émission dans un secteur compétitif ou une activité de réutilisation du CO₂ ».

Il ressort du dossier de candidature que Fluxys c-grid a été créée le 17 novembre 2023 sous la forme d'une société anonyme dont l'objet social est limité à la construction, l'exploitation et l'entretien d'infrastructures de transport de CO₂ et, à titre secondaire, au stockage (temporaire) de CO₂ dans le cadre de ses activités de transport.

Fluxys c-grid est donc dotée d'une personnalité juridique propre, distincte des sociétés qui exercent une activité d'émission dans un secteur compétitif ou une activité de réutilisation du CO₂.

Sur la base de ces éléments, la CWaPE est d'avis que la candidature de Fluxys c-grid est conforme à l'article 4, § 2, 6°, du Décret transport CO₂ en ce qu'il renvoie à l'article 6, § 2, alinéa 1^{er}.

5.8.2.2 Indépendance en ce qui concerne son actionnariat

Il ressort de l'article 6, § 2, alinéa 2, du Décret transport CO₂ qu'une « *société visée à l'alinéa 1^{er} ne peut détenir des parts représentatives du capital du gestionnaire de réseau de CO₂* ».

Afin de vérifier la conformité à ce critère, il était demandé de joindre à la candidature, « *Une note démontrant qu'aucune société exerçant une activité d'émission dans un secteur compétitif ou une activité de réutilisation du CO₂ et qu'aucune société liée ou associée à une telle société ne détient directement ou indirectement des parts représentatives du capital social du candidat* ».

Il ressort du dossier de candidature que Fluxys c-grid démontre qu'aucune société exerçant elle-même une activité d'émission dans un secteur compétitif ou une activité de réutilisation du CO₂ (ci-après, société émettrice) ne détient de parts représentatives de son capital social. Aucune information n'est toutefois donnée par Fluxys c-grid quant aux sociétés liées ou associées à ses actionnaires, de sorte qu'il n'est pas démontré qu'aucune société liée ou associée à une société émettrice ne détient directement ou indirectement des parts représentatives du capital social du candidat.

Par courrier du 4 avril 2025, la CWaPE a demandé à Fluxys c-grid de lui transmettre la note démontrant qu'aucun de ses actionnaires n'est une société liée ou associée à une société exerçant une activité d'émission dans un secteur compétitif ou une activité de réutilisation du CO₂, conformément à ce que requiert l'appel à candidatures.

Par courrier du 12 mai 2025, Fluxys c-grid a répondu à la CWaPE qu'il n'était pas nécessaire, pour remplir la condition de l'article 6, § 2, alinéa 2, du Décret transport CO₂, de faire cette démonstration en ce qui concerne les sociétés liées ou associées à ses actionnaires. Selon Fluxys c-grid, il conviendrait en effet de bien distinguer les sociétés concernées par l'alinéa 1^{er} de l'article 6, § 2, du Décret précité (relatif à la forme juridique), de celles visées par l'alinéa 2 du même article (relatif à l'actionnariat). En ce qui concerne les sociétés visées par l'alinéa 1^{er}, Fluxys c-grid reconnaît qu'il ressort des travaux préparatoires du Décret transport CO₂ que le gestionnaire de réseau de CO₂ doit être indépendant, en ce qui concerne sa forme juridique, de toute société liée ou associée à des sociétés émettrices. Fluxys c-grid estime toutefois que rien dans le Décret ou dans les travaux préparatoires de celui-ci ne permettrait de considérer que ces sociétés seraient également visées par l'exigence d'indépendance reprise à l'alinéa 2 de l'article 6, § 2.

Par courrier du 23 mai 2025, la CWaPE a redemandé à Fluxys c-grid de lui transmettre la note requise dans l'appel à candidature.

Par courrier du 4 juin 2025, Fluxys c-grid n'a, une nouvelle fois, pas donné de suite à cette demande, estimant que « *ce qui est demandé dans l'Appel à candidatures va au-delà de ce que le Décret impose dans son article 6, § 2 en ce qui concerne la composition de l'actionnariat du gestionnaire de réseau de CO₂* ».

Après analyse des arguments exposés par Fluxys c-grid, la CWaPE ne peut rejoindre la thèse défendue par ce candidat, selon laquelle l'indépendance vis-à-vis de sociétés liées ou associées à des sociétés émettrices serait uniquement prévue dans le cadre de l'alinéa 1^{er} de l'article 6, § 2, du Décret et non dans le cadre de l'alinéa 2 de la même disposition. Il ressort en effet clairement de l'article 6, § 2, du Décret transport CO₂ que les sociétés visées par l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2 sont identiques, puisque l'alinéa 2 prévoit expressément qu'il concerne « *Une société visée à l'alinéa 1^{er}* ». Si, ainsi que le reconnaît Fluxys c-grid, l'alinéa 1^{er}, tel qu'explicité dans les travaux préparatoires du Décret transport CO₂, vise les sociétés liées ou associées à des sociétés émettrices, l'alinéa 2 vise alors automatiquement les mêmes sociétés.

Dans la mesure où elle ne produit pas la note demandée dans l'appel à candidatures, Fluxys c-grid ne démontre pas qu'elle remplit la condition d'indépendance visée à l'article 6, § 2, alinéa 2, du Décret transport CO₂ et, plus spécifiquement, qu'aucun de ses actionnaires n'est une société liée ou associée à une société exerçant une activité d'émission dans un secteur compétitif ou une activité de réutilisation du CO₂.

Sur la base de ces éléments, la CWaPE est d'avis que la candidature de Fluxys c-grid n'est pas conforme à l'article 4, § 2, 6°, du Décret en ce qu'il renvoie à l'article 6, § 2, alinéa 2. La CWaPE est toutefois également d'avis que cette non-conformité ne devrait pas faire obstacle à la désignation de Fluxys c-grid par le Gouvernement dès lors qu'il s'agit du seul et unique candidat et que sa mise en conformité à cette disposition pourrait lui être imposée par la suite, sous réserve d'une éventuelle modification décrétable si le Gouvernement devait considérer que la référence faite dans les travaux préparatoires du Décret aux sociétés liées ou associées à des sociétés émettrices s'avère disproportionnée au regard de l'objectif poursuivi.

5.8.3 Actionnariat majoritairement public

Il ressort de l'article 6, § 3, du Décret transport CO₂ que « *minimum cinquante pour cent plus une des parts représentatives du capital du gestionnaire de réseau CO₂ et au minimum cinquante pour cent plus un des droits de vote* » doivent être détenues par un ou plusieurs pouvoirs publics, seuls ou ensemble.

Selon la même disposition, « *Cette détention peut être directe ou indirecte par le biais d'entités dans lesquelles un ou plusieurs pouvoirs publics détiennent, seuls ou ensemble, minimum cinquante pour cent plus une des parts représentatives du capital et au minimum cinquante pour cent plus un des droits de vote* ».

Sont considérés comme des pouvoirs publics au sens de l'article 6, § 3, du Décret transport CO₂ :

« l'Etat, les Régions, les Communautés, les autorités locales, dont les communes, les provinces, les intercommunales et les centres publics d'action sociale, ainsi que tout organisme de droit public qui dépend des pouvoirs publics précités [...] Les organismes dont plus de la moitié des membres de leur organe d'administration, de direction ou de surveillance sont désignés par un pouvoir public sont considérés comme dépendant d'un pouvoir public ».

Les éléments qui sont mis en avant par le candidat sont les suivants :

- Les parts représentatives du capital et les droits de vote de Fluxys c-grid sont majoritairement détenus par Fluxys Belgium (77,5%) ;
- Les parts représentatives du capital et les droits de vote de Fluxys Belgium sont majoritairement détenus par Fluxys SA (90 %) ;

- Les parts représentatives du capital et les droits de vote de Fluxys SA sont majoritairement détenus par Publigaz SC (77,42%) ;
- Les parts représentatives du capital et les droits de vote de Publigaz SC sont majoritairement détenus par des intercommunales (55%), qui constituent des pouvoirs publics au sens du Décret transport CO₂.

L'analyse de la CWaPE sur ce point peut se résumer par les éléments suivants :

- Les parts représentatives du capital et les droits de vote de Fluxys c-grid sont effectivement majoritairement détenus par des pouvoirs publics (intercommunales), de manière indirecte, par le biais d'une entité (Publigaz SC), dans laquelle ces pouvoirs publics détiennent la majorité des parts représentatives du capital et des droits de vote ;
- La détention de la majorité des parts représentatives du capital et des droits de vote de Fluxys c-grid par Publigaz SC est elle-même très indirecte puisqu'elle intervient par le biais des parts détenues dans Fluxys SA, qui détient des parts dans Fluxys Belgium, qui détient la majorité des parts représentatives du capital et des droits de vote de Fluxys c-grid ;
- Le fait que la détention de Publigaz SC par des pouvoirs publics soit très indirecte ne paraît pas problématique en l'espèce dans la mesure où l'article 6, § 3, du Décret transport CO₂ permet la détention indirecte sans y mettre de limite explicite et où il est bien établi que les pouvoirs publics peuvent exercer un contrôle effectif sur chaque société intermédiaire par le biais de Publigaz SC ;
- Les intercommunales détenant directement Publigaz SC [REDACTED]. Ce constat n'est toutefois *a priori* pas contraire à l'article 6, § 3, du Décret transport CO₂, dès lors que la notion d'intercommunale n'est pas définie dans ce décret et dès lors que le législateur wallon, en admettant également comme "pouvoirs publics" [REDACTED], ne paraît pas avoir voulu, dans le Décret transport CO₂, limiter la notion d'intercommunale à la notion d'intercommunale wallonne ;
- Des intercommunales wallonnes disposent également de participations indirectes dans Fluxys c-grid (10%), à travers la société Socofe, et dans Publigaz SC, toujours à travers la société Socofe.

Sur la base de ces éléments, la CWaPE est d'avis que la candidature de Fluxys c-grid est conforme à l'article 4, § 2, 6°, du Décret transport CO₂, en ce qu'il renvoie à l'article 6, § 3.

6 AVIS

Vu le décret du 28 mars 2024 relatif au transport de dioxyde de carbone par canalisations ;

Vu l'appel à candidatures pour la désignation d'un gestionnaire de réseau de dioxyde de carbone par canalisations en Wallonie, publié au *Moniteur belge* du 29 novembre 2024 ;

Vu le dossier de candidature de Fluxys c-grid à la désignation en tant que gestionnaire de réseau de distribution de CO₂ pour le territoire de la Région wallonne transmis à la CWaPE par courriel/courrier daté du 25 février 2025 ;

Vu le courrier de l'Agence Wallonne de l'Air et du Climat du 3 mars 2025 informant la CWaPE de la réception de la candidature de Fluxys c-grid et du caractère complet de celle-ci ;

Vu les réponses apportées le 12 mai 2025 par Fluxys c-grid aux informations complémentaires sollicitées par la CWaPE le 4 avril 2025 ;

Vu les réponses apportées le 4 juin 2025 par Fluxys c-grid aux informations complémentaires sollicitées par la CWaPE le 23 mai 2025 ;

Considérant l'incertitude et les risques qui entourent le développement de la chaîne de valeur du transport de CO₂ en Région wallonne, Région flamande et dans les pays limitrophes jusqu'aux sites de stockage, et le défi technologique, administratif, financier, réglementaire, commercial que constitue la mise en place du réseau de transport de CO₂ en Région wallonne ;

Considérant le fait que Fluxys c-grid est le seul candidat gestionnaire qui a introduit un dossier de candidature en qualité de gestionnaire du réseau de transport de CO₂ dans les délais de l'appel à candidatures et qu'il a également introduit un dossier de candidature en Flandre ;

Considérant que, tout au long du présent avis, la CWaPE attire l'attention du Gouvernement sur de nombreux points à prendre en compte dans les années à venir dont les principaux peuvent être résumés comme suit :

- En ce qui concerne la gouvernance, Fluxys c-grid n'a pas fait la démonstration qu'aucune société liée ou associée à une telle société ne détient directement ou indirectement des parts représentatives du capital social du candidat. À supposer que Fluxys c-grid soit désigné, cet élément devra faire l'objet d'un examen *in extenso* et d'une mise en conformité, à défaut d'une modification du décret.
- En ce qui concerne les informations demandées dans l'appel à candidatures, certaines informations et précisions n'ont pas été apportées par le candidat gestionnaire dans son dossier de candidature ou que les informations communiquées sont très peu détaillées. La CWaPE regrette ces lacunes dans le dossier de Fluxys c-grid (notamment sur les différents scénarios envisagés, les projections chiffrées à 25 ans (bilan et compte de résultat), les alternatives envisagées en cas de non réalisation des hypothèses retenues dans le dossier de candidature, le modèle de marché, les approches en terme tarifaire, le partage des responsabilités gestionnaire/utilisateurs de réseau, etc.) mais relève que celles-ci ne sont toutefois pas de nature à remettre en cause, à ce stade, l'appréciation des conditions de désignation, eu égard à l'absence d'autre candidat. Ces lacunes devront être comblées ultérieurement, notamment dans le cadre de l'élaboration de la méthodologie tarifaire ou de discussions avec Fluxys c-grid sur le modèle de marché.

- En ce qui concerne le lien entre le(s) actionnaire(s) et Fluxys c-grid :
 - a. Les critères fixés par le Décret Transport CO₂ sont remplis par le candidat gestionnaire car l'actionnaire majoritaire principalement [REDACTED] le rend apte à les remplir ; en propre, Fluxys c-grid ne remplirait sans doute pas ces conditions. Potentiellement, un changement de structure actionnariale serait donc de nature à remettre en question le respect des conditions prescrites par ou en vertu du décret transport CO₂ pour la désignation du gestionnaire de réseau de CO₂ énumérées dans la section 4 du présent avis. Ce constat appelle donc à vérifier par des contrôles réguliers ce respect des conditions dans le temps.
 - b. la capacité financière de Fluxys c-grid devra être assurée principalement par Fluxys Belgium, actionnaire majoritaire à 77,5%, lorsque les investissements seront décidés et devront être financés.
 - c. le faible niveau de capitalisation de Fluxys c-grid (suffisant actuellement) implique que ce sera l'actionnariat qui injectera (ou prêtera) les capitaux nécessaires selon le momentum d'investissement et ce, selon le dossier de candidature, sur la base d'une décision d'investissement finale basée sur une *analyse coûts-bénéfices positive et d'un rapport risque-rendement acceptable, ceci en tenant compte des engagements des acteurs du marché ainsi que des mesures suffisantes de mitigation des risques (par exemple des subsides)*. Les conditions requises par les actionnaires ne sont pas connues.
- En ce qui concerne le futur réseau :
 - a. pour la phase 1, la date estimée par Fluxys c-grid de *FID* (décision finale d'investissement) - Mons et Tournai, le cas échéant - serait mi-2026, soit dans un an, pour une mise en service de ce tronçon à l'horizon 2029. Le CAPEX est estimé par le candidat gestionnaire à environ [REDACTED] pour les Backbones « Brakel-Villes-sur-Haine » et « Tournai-Gibecq » et les investissements de raccordement liés ; le montant d'investissement tel qu'estimé à ce stade par Fluxys c-grid ayant été maîtrisé principalement par la réaffectation de canalisations existantes sur l'axe Brakel-Villes-sur-Haine.
 - b. pour la phase 2, l'existence d'une incertitude quant à la cohérence entre le plan d'investissement et les besoins exprimés par certains industriels wallons de secteurs « hard to abate » ; seule la phase 1 serait concrète. Ce constat fait suite à des contacts informels avec ces industriels localisés à proximité de la dorsale wallonne Mons-Charleroi-Namur. Etant donné la position de monopole du futur gestionnaire et par ce fait l'impossibilité pour un industriel de se raccorder à un réseau alternatif, et vu la nature « hard to abate » des processus de ces industriels, cet élément est un point d'attention crucial dans l'analyse de cette candidature. Il est à noter que Fluxys c-grid dans son dossier de candidature a indiqué que « *Le plan de développement actuel a été préparé sur la base de la demande du marché.* » [REDACTED]
[REDACTED]. *Si la demande du marché, concrétisée par des engagements de ces émetteurs, devait évoluer, le plan de développement du réseau serait revu* ». La CWaPE invite donc Fluxys c-grid et les industriels concernés à lever dès que possible ces éléments d'incertitude et à informer les instances wallonnes du résultat de ces échanges et/ou accords éventuels.

- c. un risque que, même si le candidat est désigné, certains segments de réseau ne soient pas construits, faute de rencontre des critères d'investissements posés par les actionnaires de Fluxys c-grid ou du risque trop important estimé par l'actionnariat. Dans ce scénario, la Wallonie risque de voir se réduire ses possibilités de décarbonation, et son attractivité industrielle également, touchée. Pour étayer cette crainte, même si le contexte n'est pas le même, la CWaPE se réfère au plan ambitieux d'un réseau d'hydrogène et finalement se limitant à deux zones géographiques.
- Enfin, en ce qui concerne la nécessité de renforcer la viabilité économique de cette activité en Région wallonne, même si ceci n'est pas directement lié aux critères de désignation du futur gestionnaire, le besoin de mise en place de mécanisme de soutien (type *Contract for difference*) vu l'incertitude sur les prix futurs de la tonne de CO₂, fixés par le marché a été clairement identifié.

Un mécanisme de soutien réduirait les risques d'investissement évoqués ci-dessus et le risque de souscription long terme de services de transport pour les clients industriels.

Considérant qu'il ressort de l'analyse réalisée par la CWaPE détaillée dans la section 5 du présent avis que la candidature de Fluxys c-grid n'est pas contraire aux critères de désignation fixés par le décret du 28 mars 2024 relatif au transport de dioxyde de carbone par canalisations, ;

Considérant par ailleurs qu'une fois désigné, toute une série d'obligations s'imposeront *de facto* au candidat-gestionnaire de réseau, en ce compris des obligations de rapportage ;

Le Comité de direction de la CWaPE remet un avis favorable à la désignation de Fluxys c-grid en tant que gestionnaire de réseau de CO₂ pour le territoire de la Région wallonne, sous réserve des points d'attention identifiés ci-dessus.

* *
*

ANNEXES CONFIDENTIELLES

- Annexe 1 : dossier de candidature
- Annexe 2 : questions et réponses complémentaires des 12 mai et du 4 juin 2025